

# **ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

## **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX ET PARTICULIERS**

Office  
des professions

**Québec** 

Mai 2009

# Partie 1

## RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**Office des professions du Québec**

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ADRESSÉE EN 2009-2010 À L'OPQ.

## OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

		PAGE
G.1	<b>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009 :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;</li><li>• LE BUT DU VOYAGE;</li><li>• LES PERSONNES RENCONTRÉES;</li><li>• LE COÛT;</li><li>• LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</li><li>• LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION;</li><li>• POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS.</li></ul>	1
G.2	<b>POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES;</li><li>• LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;</li><li>• LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;</li><li>• LA COPIE DU RAPPORT DE MISSION;</li><li>• LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS.</li></ul>	2
G.3	<b>LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION ET/OU EN HÉLICOPTÈRE DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.</b>	3
G.4	<b>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT DANS INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009 ET LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010;</li><li>• LES FIRMES DE PUBLICITÉ;</li><li>• LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</li><li>• LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</li><li>• LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</li><li>• DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE.</li></ul>	4
G.5	<b>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2008-2009 EN INDIQUANT :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</li><li>• LE MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</li><li>• LE COÛT;</li><li>• DANS LE CAS D'OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</li></ul>	5
G.6	<b>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS DE UN MILLION DE DOLLARS INITIÉ DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• LE NOM DU PROJET;</li><li>• LA NATURE DU PROJET;</li><li>• LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</li><li>• LES PLUS RÉCENTS ESTIMÉS DU COÛT DU PROJET;</li><li>• LES SOMMES TOTALES ENGAGÉES À CE JOUR RELIÉES AU PROJET;</li><li>• LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT LE CAS ÉCHÉANT;</li><li>• LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.</li></ul>	7

		PAGE
G.7	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2008-2009, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LA PHOTOCOPIE;</li> <li>• LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE ET COÛT D'UTILISATION INCLUANT LES « BLACKBERRY »;</li> <li>• LES ORDINATEURS PORTABLES;</li> <li>• LES TÉLÉAVERTISSEURS;</li> <li>• LE MOBILIER DE BUREAU;</li> <li>• LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE;</li> <li>• LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</li> <li>• LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</li> <li>• LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</li> <li>• L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</li> </ul> <p>I. AU QUÉBEC;</p> <p>II. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	8
G.8	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...);</li> <li>• LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</li> <li>• LE NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...);</li> <li>• LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</li> <li>• LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</li> <li>• L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</li> <li>• L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</li> <li>• LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLI;</li> <li>• LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</li> <li>• LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</li> <li>• LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.</li> </ul>	9
G.9	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</li> <li>• LA SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ;</li> <li>• LA SUPERFICIE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</li> <li>• LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</li> <li>• LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</li> <li>• LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</li> <li>• LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</li> <li>• LA DURÉE DU BAIL;</li> <li>• LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ.</li> </ul>	16
G.10	COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1 <sup>ER</sup> AVRIL 2008 À CE JOUR.	17

		PAGE
G.11	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2008-2009 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</li> <li>• LE TITRE DE LA FONCTION;</li> <li>• L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;</li> <li>• LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</li> <li>• LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</li> <li>• LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;</li> <li>• LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</li> <li>• LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008;</li> <li>• LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;</li> <li>• LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009;</li> <li>• LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</li> <li>• S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.</li> </ul>	18
G.12	<p>LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2008-2009 À MÊME LE BUDGET. DISCRÉTIONNAIRE DU :</p> <p>I. MINISTRE;</p> <p>II. MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</li> <li>• LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</li> <li>• LE MONTANT ATTRIBUÉ;</li> <li>• LE PROJET VISÉ ET LE RÉSULTAT.</li> </ul>	19
G.13	<p>LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES DÉCOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009; POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012.</p>	20
G.14	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) EN INDIQUANT :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE POSTE INITIAL;</li> <li>• LE SALAIRE;</li> <li>• LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</li> <li>• LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;</li> <li>• LA PRÉVISION 2009-2010 ET 2010-2011.</li> </ul>	21
G.15	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2008-2009.</p>	22
G.16	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE NOM DE LA PERSONNE;</li> <li>• LE POSTE OCCUPÉ;</li> <li>• LE SALAIRE;</li> <li>• L'ASSIGNATION INITIALE;</li> <li>• LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</li> <li>• LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</li> </ul>	23
G.17	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'ASSIGNATION INITIALE;</li> <li>• L'ASSIGNATION ACTUELLE;</li> <li>• LE SALAIRE;</li> <li>• LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</li> </ul>	24

		PAGE
<b>G.18</b>	<p><b>LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE SALAIRE DE LA PERSONNE;</li> <li>• LE MONTANT REÇU DU RÉGIME DE RETRAITE.</li> </ul>	25
<b>G.19</b>	<p><b>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES;</li> <li>• LES BILLETS DE SAISON;</li> <li>• ETC.</li> </ul>	26
<b>G.20</b>	<p><b>POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</li> <li>• LE COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE;</li> <li>• LE COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR;</li> <li>• LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE;</li> <li>• LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</li> <li>• LE NOMBRE DE VISITEURS (HITS) PAR MOIS;</li> <li>• COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT? QUEL A ÉTÉ LE COÛT? QUELS SONT LES CRITÈRES QUI ONT JUSTIFIÉ LES CHANGEMENTS?</li> </ul>	27
<b>G.21</b>	<p><b>NOMINATIONS, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> MAI 2008, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LA LISTE;</li> <li>• LES MANDATS;</li> <li>• LES CONTRATS;</li> <li>• LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;</li> <li>• LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;</li> <li>• LES SOMMES IMPLIQUÉES.</li> </ul>	28
<b>G.22</b>	<p><b>POUR 2008-2009, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS.</b></p>	29
<b>G. 23</b>	<p><b>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS), POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES.</b></p>	30
<b>G.24</b>	<p><b>NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2008-2009:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE NOMBRE DE REFUS;</li> <li>• LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;</li> <li>• LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.</li> </ul>	30
<b>G.25</b>	<p><b>LA LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• LE COÛT;</li> <li>• LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;</li> <li>• LE NOMBRE DE RENCONTRES;</li> <li>• LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.</li> </ul>	32
<b>G.26</b>	<p><b>LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI</b></p>	33

**G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2008-2009:**

- LES ENDROITS ET DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- LE BUT DU VOYAGE;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT;
- LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, PERSONNEL DE CABINET, FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- LA COPIE DES RAPPORTS DE MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LE NOM DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Toronto	2008-07-15	2008-07-15	Mme Hélène Dubois, directrice recherche et analyse	-----	847 \$	Accord économique Québec/Ontario – chapitre 5 : en appui au MESS
Ottawa	2008-09-10	2008-09-12	Me Jean-François Paquet, directeur des affaires juridiques, Me Pierre Ferland, avocat, et Me Antoine Garnier, avocat	-----	2 352 \$	Conférence nationale "Vraiment qui rédige les lois ?" de l'ICAJ (Institut canadien d'administration de la justice)
Toronto	2008-09-17	2008-09-17	Mme Hélène Dubois, directrice recherche et analyse	-----	1 308 \$	Accord économique Québec/Ontario – chapitre 5 : en appui au MESS
Banff	2008-10-19	2008-10-22	Dre Christiane Gagnon, vice-présidente et Mme Marie-Ève Chouinard, agente de recherche	-----	4 737 \$	Sixième forum international du Canadian Association for Prior Learning Assessment (CAPLA) sur la reconnaissance des acquis et la reconnaissance des qualifications professionnelles
Toronto	2008-11-03	2008-11-04	Me Antoine Garnier, avocat	-----	953 \$	Participation et conférencier à la conférence du réseau canadien des associations nationales d'organismes
Ottawa	2009-03-09	2009-03-10	Mme Hélène Dubois, directrice recherche et analyse	-----	991 \$	Forum national sur la mobilité de la main-d'oeuvre : mise en œuvre de l'ACI par les organismes de réglementation provinciaux

**G.2**      **POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER :**

**LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES ET/OU ANNONCÉES;  
LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;  
LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;  
LA COPIE DU RAPPORT DE MISSION;  
LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS.**

---

AUCUNE



**G.3 LES SOMMES DÉPENSÉES POUR LES VOYAGES EN AVION DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES ET DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET À L'ÉTRANGER.**

---

SANS OBJET

**G.4 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES :**

**LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2008-2009 ET LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010;**

**LES FIRMES DE PUBLICITÉ;**

**LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);**

**LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;**

**LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;**

**DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE.**

---

AUCUNE

**G.5 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère, un Cabinet ministériel ou un organisme en 2008-2009 en indiquant :**

**Le nom du professionnel ou de la firme**

**Le mandat et le résultat (rapport ou document final)**

**Le coût**

**Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions**

FOURNISSEUR	OBJET/MANDAT	RÉSULTAT	TOTAL
<b>NOM</b>			
Acti-Com	Cours de formation du personnel sur l'influence et la rédaction de discours	Formation de 7 personnes	1 800 \$
Afi formation	Formation informatique sur Cisco Network Devices ICND1	Formation d'une personne	2 250 \$
Christian Bergeron	Support pour équipements de télécommunication	Support pour équipements de télécommunication	2 550 \$
BIP Bureau	Service d'interprète	Traduction simultanée de 2 réunions	1 350 \$
BMD	Support Accpac 5.4 et relevés 27 (système de comptabilité)	Production des relevés d'impôt	438 \$
Choquette, Corriveau, ca, sencrl	Firme comptable	Vérification des états financiers	15 000 \$
Climpro	Entretien de la climatisation de la salle des serveurs	Entretien	705 \$
Clinique d'extincteurs	Entretien des extincteurs	Entretien	105 \$
Copibec	Système téléphonique	Composante du système téléphonique	499 \$
Cabinet Boisvert, de Niverville & associés	Conseiller juridique	Services juridiques professionnels	4 345 \$
Bernard Drouin	Recherche	Avis, notes, recherche	6 750 \$
Cabinet Heenan Blaikie Aubut	Conseiller juridique	Services juridiques professionnels	24 000 \$
Folla Design	Entretien des plantes	Entretien des plantes	3 464 \$
Cabinet Fraser Milner Casgrain, s.e.n.c.r.l.	Conseiller juridique	Services juridiques professionnels	1 728 \$

FOURNISSEUR	OBJET/MANDAT	RÉSULTAT	TOTAL
<b>NOM</b>			
Réal Gauvin	Recherche	Avis, notes, recherche	24 975 \$
Info Globe	Conseil en sécurité Informatique	Vérification et tests de sécurité	15 350 \$
Jacques Lamarre et associés	Firme qui dispense le programme d'aide aux employés	Aide aux employés	2 280 \$
Juricom Inc.	Traduction	Traduction	500 \$
Léopold Larouche conseil	Conseiller en management / préparation de la planification stratégique	Plan stratégique	19 020 \$
Cabinet McCarthy Tétrault, s.e.n.c.r.l.	Conseiller juridique	Services juridiques professionnels	12 970 \$
Céline Moura	Soutien administratif	Soutien administratif	3 402 \$
Ose Design	Graphisme / production du rapport annuel	Rapport annuel	6 350 \$
Pierre Parent	Conseiller en administration	Coordonnateur d'un comité	6 550 \$
Louise Poulin	Médiation	Programme d'aide aux employés	3 182 \$
Christian Reny	Conseiller financier	Contrôle financier de l'Office des professions du Québec	19 596 \$
Jean Riopel	Sténographe	Prise de notes sténographiques	683 \$
Michel Sparer	Conseiller en communication	Conseils en communication, rédaction de discours	15 475 \$
Hélène St-Amand	Recherche	Avis, notes, recherche	11 802 \$

**G.6** POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE DE PLUS DE UN MILLION DE DOLLARS INITIÉ DEPUIS L'EXERCICE FINANCIER 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :

LE NOM DU PROJET;

LA NATURE DU PROJET;

LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;

LES PLUS RÉCENTS ESTIMÉS DU COÛT DU PROJET;

LES SOMMES TOTALES ENGAGÉES À CE JOUR RELIÉES AU PROJET;

LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT LE CAS ÉCHÉANT;

LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR.

---

AUCUN

**G.7** POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2008-2009, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

LA PHOTOCOPIE;

LA TÉLÉPHONIE CELLULAIRE ET COÛT D'UTILISATION INCLUANT LES « BLACKBERRY »;

LES ORDINATEURS PORTABLES;

LES TÉLÉAVERTISSEURS;

LE MOBILIER DE BUREAU;

LES DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE;

LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;

LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;

LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;

L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :

A) AU QUÉBEC

B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

PHOTOCOPIE	4 928 \$
TÉLÉPHONE CELLULAIRE ET COÛT D'UTILISATION INCLUANT LES BLACKBERRY	4 577 \$
ORDINATEURS PORTABLES	3 223 \$
TÉLÉAVERTISSEURS	0 \$
MOBILIER DE BUREAU	3 475 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS AU QUÉBEC ET À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC (VOIR NOTE)	80 304 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	41 604 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	7 089 \$
<b>TOTAL</b>	<b>145 200 \$</b>

**Note :** Les frais de transport, d'hébergement et de repas ne peuvent être ventilés pour l'exercice 2008-2009.

**G.8 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2004-2005, 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :**

LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...);

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

LE NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC...);

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;

L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;

LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);

LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;

LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES.

---

TABLEAU SUR LA RÉPARTITION DU PERSONNEL 2008-2009

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		* Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occasionnel	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
<b>Encadrement supérieur et juridique :</b>																
Moins de 35 ans				%		%		%		%		%		%		%
Plus de 35 ans	2		2	5,4 %	1	50 %	1	50 %		%		%		%		%
<b>Total</b>	<b>2</b>		<b>2</b>	<b>5,4 %</b>	<b>1</b>	<b>50 %</b>	<b>1</b>	<b>50 %</b>	<b>0</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>%</b>		<b>%</b>		<b>%</b>
<b>Personnel professionnel :</b>																
Moins de 35 ans	3	1	4	10,8 %	2	50 %	2	50 %	1	25 %				%		%
Plus de 35 ans	14	1	15	40,5 %	11	73,3 %	4	26,7 %	2	13,3 %	1	6,6 %		%		%
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>2</b>	<b>19</b>	<b>51,3 %</b>	<b>13</b>	<b>68,4 %</b>	<b>6</b>	<b>31,6 %</b>	<b>3</b>	<b>15,8 %</b>	<b>1</b>	<b>5,2 %</b>		<b>%</b>		<b>%</b>
<b>Personnel de bureau, techniciens et assimilés :</b>																
Moins de 35 ans	1	1	2	5,4 %	2	100 %	-	0 %		%		%		%		%
Plus de 35 ans	13	1	14	37,8 %	11	78,6 %	3	21,4 %		%		%		%		%
<b>Total</b>	<b>14</b>	<b>2</b>	<b>16</b>	<b>43,2 %</b>	<b>13</b>	<b>81,2 %</b>	<b>3</b>	<b>18,8 %</b>	<b>0</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>%</b>		<b>%</b>		<b>%</b>
<b>Total par GROUPE D'AGE:</b>																
Moins de 35 ans	4	2	6	16,2 %	4	66,6 %	2	33,3 %	1	16,6 %		%		%		%
Plus de 35 ans	28	2	31	83,8 %	23	74 %	8	26 %	2	6,4 %		%		%		%
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>4</b>	<b>37</b>	<b>100 %</b>	<b>27</b>	<b>73 %</b>	<b>10</b>	<b>27 %</b>	<b>3</b>	<b>8,1 %</b>	<b>1</b>	<b>2,7 %</b>	<b>0</b>	<b>%</b>	<b>0</b>	<b>%</b>



LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	1,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	96,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	79,5
<b>TOTAL</b>	<b>177,0</b>

LE NOMBRE TOTAL D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
PROFESSIONNELS	40,58	72,25	112,83
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	276,43	17,16	293,59
<b>TOTAL</b>	<b>317,01</b>	<b>89,41</b>	<b>406,42</b>

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	72
PERSONNEL PROFESSIONNEL	370
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	360
<b>TOTAL</b>	<b>802</b>

LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

AUCUNE PLAINTÉ DE HARCÈLEMENT

L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

CATÉGORIE D'EMPLOI	2007-2008	2008-2009
Cadres	4	3
Professionnels	18	23
Techniciens	10	10
Personnel de bureau	6	6
TOTAL	38	42

L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

CATÉGORIE D'EMPLOI	2007-2008	2008-2009
Professionnels	2	2

LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

CATÉGORIE D'EMPLOI	2007-2008	2008-2009
PROFESSIONNELS	1	2
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2	3

LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

### Tous à QUÉBEC

CATÉGORIE D'EMPLOI	2008-2009
CADRES	3
PROFESSIONNELS	23
TECHNICIENS	10
PERSONNEL DE BUREAU	6
<b>TOTAL</b>	<b>42</b>

LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

Effectifs/Postes*	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
<b>Cadres supérieurs :</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
Retraite	0	0	0	0	0
<b>Professionnels :</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>22</b>
Complexité	2	2	2	2	2
Traitement additionnel	3	3	2	2	2
Retraite	0	1	2	0	1
<b>Techniciens :</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>	<b>10</b>
Complexité					
Traitement additionnel	2	2	2	2	2
Retraite	0	0	0	1	3
<b>Fonctionnaires :</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>6</b>
Complexité					
Traitement additionnel					
Retraite	0	0	1	0	1
<b>Totaux</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>41</b>	<b>41</b>

LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE ANTICIPÉS POUR LES CINQ PROCHAINES ANNÉES

<b>DÉPARTS À LA RETRAITE</b>	<b>NOMBRE</b>
<b>2009-2010</b>	<b>0</b>
<b>2010-2011</b>	<b>1</b>
<b>2011-2012</b>	<b>3</b>
<b>2012-2013</b>	<b>1</b>
<b>2013-2014</b>	<b>5</b>

**G.9 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :**

**L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;**

**LA SUPERFICIE DU LOCAL LOUÉ;**

**LA SUPERFICIE RÉELLEMENT OCCUPÉE;**

**LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;**

**LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;**

**LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;**

**LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;**

**LA DURÉE DU BAIL;**

**LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ.**

- **LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS.**

LOCALISATION	COÛTS D'AMÉNAGEMENT	NATURE DES TRAVAUX
800, place D'Youville, 10 <sup>e</sup> étage, Québec	11 741 \$	Travaux d'aménagement internes

**G.10 COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE CIRCONSCRIPTION DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008 À CE JOUR.**

---

SANS OBJET

**G.11 LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2008-2009 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**

**LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;**

**LE TITRE DE LA FONCTION;**

**L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;**

**LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;**

**LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;**

**LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;**

**LA DESCRIPTION DE TÂCHES;**

**LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR**

**LE CABINET DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2008;**

**LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;**

**LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES 2005-2006, 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009;**

**LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;**

**S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE ET CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.**

---

SANS OBJET



**G.12 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2008-2009 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU :**

**I. MINISTRE;**

**II. MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :**

**LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;**

**LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;**

**LE MONTANT ATTRIBUÉ;**

**LE PROJET VISÉ ET LE RÉSULTAT.**

---

AUCUN BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

**G.13 LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DE DÉPENSES DÉCOULANT DES TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009; POUR CHACUN DES PROGRAMMES OU DES FONDS, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION ET LES PRÉVISIONS POUR LES EXERCICES FINANCIERS 2009-2010, 2010-2011 ET 2011-2012.**

---

Aucun transfert

**G.14 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) EN INDIQUANT :**

**LE POSTE INITIAL;**

**LE SALAIRE;**

**LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;**

**LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;**

**LA PRÉVISION 2009-2010 ET 2010-2011**

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

**G.15 - POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2008-2009.**

---

AUCUN

**G.16 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :**

**LE NOM DE LA PERSONNE;**

**LE POSTE OCCUPÉ;**

**LE SALAIRE;**

**L'ASSIGNATION INITIALE;**

**LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;**

**LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**

---

<b>NOM DE LA PERSONNE :</b>	MICHEL SPARER
<b>ASSIGNATION INITIALE :</b>	DIRECTEUR DES COMMUNICATIONS.
<b>ASSIGNATION JUSQU'AU 31 JUILLET 2008 :</b>	RESPONSABLE DE L'ÉLABORATION DES PROCESSUS RELIÉS AU DOMAINE DES COMMUNICATIONS
<b>SALAIRE :</b>	93 594 \$
<b>DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU :</b>	31 JUILLET 2008

**G.17 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES:**

**L'ASSIGNATION INITIALE;**

**L'ASSIGNATION ACTUELLE;**

**LE SALAIRE;**

**LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.**

---

SANS OBJET

**G.18 LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS) QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT :**

**LE SALAIRE DE LA PERSONNE;**

**LE MONTANT REÇU DU RÉGIME DE RETRAITE.**

---

AUCUN

**G.19 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU MINISTÈRE OU DES ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :**

**LES CLUBS PRIVÉS OU AUTRES;**

**LES BILLETS DE SAISON;**

**ETC.**

**OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC**

<b>FOURNISSEUR</b>	<b>COÛT (\$)</b>	<b>DESCRIPTION</b>
Bell - Annuaire téléphonique	45 \$	Annuaire téléphonique
Carswell	1 864 \$	Mise à jour de volumes
Citizen Advocacy Center	180 \$	Bulletin électronique
Communication Demo	10 596 \$	Revue de presse
Courrier Parlementaire (Le)	1 100 \$	Bulletin électronique
Ebsco Canada	5 523 \$	Revue
Éditions Yvon Blais Inc.	1 757 \$	Mise à jour de volumes
Encyclopédie Britannica Online	71 \$	Base de données
Tabagie Alain Fournier	1 013 \$	Journaux (Le Devoir, La Presse, Le Soleil, Le Journal de Québec)
LexisNexis Inc.	1 152 \$	Base de données
Novaxis Solutions Inc.	1 880 \$	Bulletin électronique
Publications CCH Ltée	1 279 \$	Mise à jour de volumes
Publications du Québec	6 984 \$	Bulletin électronique
SOQUIJ - Société québécoise d'information juridique	1 618 \$	Bulletin électronique et papier
Taylor & Francis Group	2 493 \$	Base de données
Wilson et Lafleur Ltée	491 \$	Mise à jour de volumes
L'Institut Canadien des comptables agréés	319 \$	Mise à jour de normes comptables
Éditions It-M	372 \$	Revue en informatique
<b>TOTAL</b>	<b>38 737 \$</b>	



**G.20** POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT CEUX DES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;

LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;

LE COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR;

LE RESPONSABLE DE CONTENU SUR LE SITE;

LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;

LE NOMBRE DE VISITEURS (HITS) PAR MOIS;

COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT? QUEL A ÉTÉ LE COÛT? QUELS SONT LES CRITÈRES QUI ONT JUSTIFIÉ LES CHANGEMENTS?

ADRESSE DU SITE INTERNET : <a href="http://www.opq.gouv.qc.ca">www.opq.gouv.qc.ca</a>	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	Personnel de l'Office
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	13 000 \$
LES COÛTS DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR :	1 200 \$
QUI EST RESPONSABLE DE CONTENU SUR LE SITE :	Office des professions du Québec
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	Toutes les semaines
LE NOMBRE DE VISITEURS (HITS) PAR MOIS :	7423
COMBIEN DE FOIS LE SITE A-T-IL ÉTÉ REFAIT? QUEL A ÉTÉ LE COÛT? QUELS SONT LES FACTEURS QUI ONT JUSTIFIÉ LE CHANGEMENT?	Il existe depuis une dizaine d'années. Son contenu a été revu à deux occasions. La plate-forme a été refaite en 2006-2007 par la compagnie Infoglobe sur un logiciel libre (Typo-3) au coût de 13 000 \$.

**G.21 NOMINATION, DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> MAI 2008, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**

**LA LISTE;**

**LES MANDATS;**

**LES CONTRATS;**

**LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;**

**LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;**

**LES SOMMES IMPLIQUÉES.**

---

AUCUNE

**G.22      POUR 2008-2009, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS**

---

SANS OBJET

**G.23** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2008-2009 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2009-2010 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL (LOGICIELS OU ÉQUIPEMENTS), POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES.

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION VOUS SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX.

**G.24 NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2008-2009 :**

**LE NOMBRE DE REFUS;**

**LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;**

**LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS.**

---

Au cours de l'exercice financier 2008-2009, quatorze (14) demandes d'accès en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* ont été traitées par la personne responsable de l'accès aux documents et de la protection des renseignements personnels de l'Office des professions du Québec.

De ce nombre, trois (3) demandes ont reçu une réponse favorable de la personne responsable de l'accès, qui s'est assurée de protéger les renseignements personnels apparaissant dans certains des documents demandés.

Cinq (5) demandes ont reçu une réponse favorable pour une partie des documents demandés.

Six (6) autres ont été refusées.

Trois (3) décisions ont fait l'objet d'une demande de révision à la Commission d'accès à l'information. Elles sont en attente d'une audience.

Quant aux délais, dix (10) demandes ont été traitées dans un délai de 20 jours et quatre (4), dans un délai de 30 jours.

**G.25**      LISTE DE TOUS LES MANDATS CONFIS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES.

LE COÛT;

LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;

LE NOMBRE DE RENCONTRES;

LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE.

---

SANS OBJET

**G.26** LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 1ER AVRIL 2008 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

---

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.





## Partie 2

### RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

**Office des professions du Québec**

# ÉTUDE DES CRÉDITS 2009-2010

## DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS ADRESSÉE

### EN 2009-2010 À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC

#### Office des professions du Québec

#### PAGE

<b>P.84</b>	POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.	1
<b>P.85</b>	POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.	2
<b>P.86</b>	NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2007-2008 ET POUR 2008-2009.	3
<b>P.87</b>	PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2008-2009.	4
<b>P.88</b>	POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE : a) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS; b) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE; c) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION; d) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.	5
<b>P.89</b>	LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2008-2009, EN INCLUANT LES COÛTS.	6
<b>P.90</b>	BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2008 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET OBJECTIFS DU PROCHAIN PLAN STRATÉGIQUE.	7
<b>P.91</b>	POUR LES ANNÉES 2007-2008 ET 2008-2009, INDIQUER : a) LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; b) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT; c) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.	20
<b>P.92</b>	NOMBRE, NATURE ET RÉSULTAT DES PLAINTES ACHÉMINÉES À L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET NOMBRE DE CAS PORTÉS DEVANT LES ORDRES PROFESSIONNELS CONCERNÉS AVEC UNE BRÈVE EXPLICATION SUR LA NATURE DE CHAQUE AFFAIRE ET SON CHEMINEMENT DANS LE PROCESSUS, ET CE, POUR 2007-2008 ET 2008-2009.	26
<b>P.93</b>	COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES À L'ÉGARD DESQUELS L'OFFICE DES PROFESSIONS A ÉMIS DES COMMENTAIRES ET NATURE DE CES COMMENTAIRES.	28
<b>P.94 ET P.99</b>	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR CODE DE DÉONTOLOGIE EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.	29
<b>P.95 ET P.100</b>	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS À LEUR RÉGLEMENTATION POUR L'EXERCICE DES LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF À RESPONSABILITÉ LIMITÉE OU AU SEIN D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTION EN INDIQUANT À QUELLE ÉTAPE DU PROCESSUS OÙ CES ORDRES SONT RENDUS.	30
<b>P.96 ET P.101</b>	NOM DES ORDRES PROFESSIONNELS AYANT DÉPOSÉ DES MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES POUR FACILITER LA RECONNAISSANCE DES RECONNAISSANCES ÉTRANGÈRES ET TOUT AUTRE RÈGLEMENT EN VERTU DES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LE PROJET DE LOI N° 14 SANCTIONNÉ LE 14 JUIN 2006.	31
<b>P.97</b>	BILAN DE LA RÉALISATION DU PLAN D'ACTION MINISTÉRIEL SUR LA MISE À JOUR DU SYSTÈME PROFESSIONNEL QUÉBÉCOIS INCLUANT UN ÉTAT DE SITUATION POUR CHACUN DES SIX PROJETS.	32

<b>P.98</b>	<p>ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDiquer :</p> <p>a) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR;</p> <p>b) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDiquer L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.</p>	40
-------------	--	----

**P.84**      **POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.**

---

AUCUN

**P.85      POUR L'ANNÉE 2008-2009, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ.**

---

AUCUN

**P.86 NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2007-2008 ET POUR 2008-2009**

ANNÉE	NOMINATION D'OCCASIONNELS	OCCASIONNELS EN PLACE	%
2008-2009	3	4	75 %
2007-2008	1	5	20 %

**P.87 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2009-2010.**

---

LES PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC POUR L'EXERCICE 2009-2010 SONT BASÉES SUR DES REVENUS DE 8 911 900 \$ ET DES DÉPENSES DE 8 127 800 \$, SOIT UN EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES DE 709 100 \$.

PAR AILLEURS, L'OFFICE DES PROFESSIONS N'A REÇU AUCUNE DEMANDE DE COMPRESSION POUR L'EXERCICE 2009-2010 DE LA PART DU CONSEIL DU TRÉSOR.

**P.88 POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE :**

- A) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS;  
 B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE;  
 C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION;  
 D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS.

**A) NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS ET LES FRAIS AFFÉRENTS**

RENCONTRES	REPAS	RÉUNIONS	FRAIS AFFÉRENTS
12	426 \$	NIL	NIL

**B) LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER EN PRÉCISANT LE BUT DE LA RENCONTRE**

PERSONNES À RENCONTRER	BUT DE LA RENCONTRE
ME JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT	RÉUNION DE L'OFFICE
DRE CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	RÉUNION DE L'OFFICE
MME HÉLÈNE BRONSARD, MEMBRE	RÉUNION DE L'OFFICE
MME GYSLAINE SAMSON SAULNIER, MEMBRE	RÉUNION DE L'OFFICE
M JAMES ARCHIBALD, MEMBRE	RÉUNION DE L'OFFICE

**C) FRAIS DE DÉPLACEMENT, FRAIS DE VOYAGE, FRAIS DE REPAS ET FRAIS DE REPRÉSENTATION;**

FRAIS DE DÉPLACEMENT	frais de voyage	frais de repas	FRAIS DE REPRÉSENTATION
	50 796 \$		4 061 \$

**D) LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES, DES CONGRÈS ET LA LISTE DES PARTICIPANTS, INCLUANT LES COÛTS AFFÉRENTS**

COLLOQUES OU CONGRÈS	LISTE DES PARTICIPANTS	COÛTS AFFÉRENTS
6 <sup>E</sup> FORUM INTERNATIONAL SUR LA RECONNAISSANCE DES ACQUIS ET LA RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES	CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	2 615,11 \$
COLLOQUE DU FORUM DES SYNDICS	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	398,96 \$
CONGRÈS ANNUEL IAPC 2008 (INSTITUT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU CANADA)	JEAN PAUL DUTRISAC, PRÉSIDENT CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	1 005,00 \$
25 <sup>E</sup> SYMPOSIUM INTERNATIONAL D'OSTÉOPATHIE TRADITIONNELLE DE MONTRÉAL	CHRISTIANE GAGNON, VICE-PRÉSIDENTE	329,92 \$



**P.89      LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2008-2009, EN INCLUANT LES COÛTS.**

---

AUCUN

**P.90 BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE 2005-2008 DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC ET OBJECTIFS DU PROCHAIN PLAN STRATÉGIQUE.**

Les objectifs du Plan stratégique 2005-2008 de l'Office visent principalement à centrer le système professionnel sur sa mission première d'assurer la protection du public et à favoriser la réalisation des services à la population que le gouvernement a mis en priorité. Des mesures visant à mobiliser les ressources et à optimiser les outils en vue de permettre une reddition de compte efficace soutiennent la réalisation de ce plan stratégique.

Des interventions ont été planifiées notamment afin :

- de renforcer les garanties de compétence, de responsabilité et d'intégrité du système professionnel, en particulier, par une révision du Code des professions en vue, notamment de permettre une gestion plus actualisée;
- d'adapter le système professionnel aux nouvelles réalités de pratique;
- de revoir les règles et les processus applicables à l'égard des demandes de rehaussement de la formation pour la délivrance du permis d'exercice par les ordres professionnels;
- de promouvoir les actions du système professionnel axées sur la protection du public.

Rappelons par ailleurs, que lorsque l'Office a préparé sa planification stratégique pour la période 2005-2008, les travaux de certains des chantiers mis sur pied dans la foulée du plan d'action présenté, en 1999, par la ministre responsable de l'application des lois professionnelles relatif à la mise à jour du système professionnel québécois, n'étaient pas encore complétés. Par conséquent, la poursuite de ces travaux fut intégrée au Plan stratégique 2005-2008 et des objectifs ont été fixés à cet égard. Notons toutefois, que le bilan complet des réalisations du plan d'action ministériel sur la mise à jour du système professionnel québécois se retrouve à la fiche P. 97 du présent document.

**Plan stratégique 2005-2008 de l'Office des professions : Bilan des principales réalisations**

**ORIENTATION STRATÉGIQUE :**      **CENTRER LE SYSTÈME PROFESSIONNEL SUR SA MISSION PREMIÈRE EN MISANT SUR UNE VISION CONTEMPORAINE DE LA PROTECTION DU PUBLIC**

**1.      Proposer au gouvernement une mise à jour du Code des professions en vue de permettre une gestion moderne du système professionnel**

La Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (projet de loi no 75) a été adoptée le 4 juin 2008 et est entrée en vigueur le 15 octobre 2008 à l'exception de quelques dispositions qui sont entrées en vigueur le 31 janvier 2009.

Rappelons que cette Loi est le résultat d'importants travaux entrepris dans le cadre du plan d'action ministériel relatif à la mise à jour du système professionnel québécois. Ainsi, deux groupes de travail ont été mis sur pied, composés principalement de représentants d'ordres professionnels, et ont formulé en 2002 quelque 300 recommandations.

Un premier groupe de travail s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les orientations découlant des travaux visaient notamment un allègement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels.

Le deuxième groupe de travail s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline. Plus précisément, ses recommandations visaient à rendre le bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé ainsi qu'à rendre le conseil de discipline plus efficace et rapide.

Au printemps 2003, des consultations auprès des ordres professionnels ont été effectuées. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les recommandations formulées et les modifications suggérées au Code. D'ailleurs, le législateur a donné suite à certaines de ces recommandations dans le cadre de l'adoption du Projet de loi no 41 - Loi modifiant le Code des professions, sanctionné le 17 juin 2004. Pour mémoire, cette Loi permet notamment au Conseil d'administration d'un ordre, ou à un comité qu'il crée à cet effet, dans les cas qui nécessitent une intervention urgente en vue de protéger le public, de radier provisoirement un professionnel ou de suspendre ou limiter provisoirement son droit d'exercer des activités professionnelles, lorsque l'état physique ou psychique de celui-ci est incompatible avec l'exercice de la profession.

Puis en 2004 et 2005, l'Office a mené d'autres travaux et effectué de nouvelles consultations auprès des ordres professionnels, du Conseil interprofessionnel du Québec et de certains partenaires. Ceux-ci avaient pour but de revoir l'ensemble des recommandations formulées par les deux groupes de travail et de les actualiser en fonction de l'évolution des besoins du système professionnel en matière de protection du public. En 2006, le résultat de tous ces travaux a été soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles et le 13 décembre 2006, le Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no 56) était présenté à l'Assemblée nationale. Toutefois, les travaux de la 37<sup>e</sup> législature ont pris fin en février 2007.

Notons également, que le Projet de loi no 45 – Loi modifiant la Loi sur le Barreau et le Code des professions, sanctionné le 18 décembre 2007, a introduit de nouvelles règles au Code des professions en matière de discipline, règles proposées dans le cadre du P.L. no 56. La Loi prévoit dorénavant qu'est irrecevable une plainte disciplinaire portée contre une personne qui exerce une fonction prévue au Code ou à une loi constituant un ordre en raison d'actes accomplis dans l'exercice de cette fonction et permet la présentation de requêtes préliminaires demandant le rejet de plaintes abusives, frivoles ou manifestement mal fondées, de même que la possibilité de tenir des conférences de gestion. Également, le Projet de loi no 12 – Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur la pharmacie, sanctionné le 4 décembre 2007, hausse de façon substantielle le montant des amendes disciplinaires et pénales.

En 2007-2008, à la demande du ministre responsable de l'application des lois professionnelles un nouveau projet, reprenant pour l'essentiel le contenu du P.L. no 56, lui a été soumis. Ainsi, le Projet de loi no 75 – Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives a été présenté à l'Assemblée nationale le 2 avril 2008 et fut adopté le 4 juin 2008. La Loi est entrée en vigueur le 15 octobre 2008 à l'exception de quelques dispositions qui sont entrées en vigueur le 31 janvier 2009.

## **2. Examiner les règles applicables à la garantie obligatoire d'assurance de la responsabilité professionnelle en vue de formuler des recommandations au gouvernement**

En 2001, dans le contexte de l'allègement réglementaire, le Code des professions a été modifié faisant en sorte que les règlements sur l'assurance de la responsabilité professionnelle adoptés par les ordres soient soumis à la procédure d'approbation de l'Office plutôt que du gouvernement. En corollaire de cet assouplissement, le Code oblige l'Office à faire rapport périodiquement (tous les cinq ans) au gouvernement sur l'application des dispositions relatives à la garantie que doit fournir le membre d'un ordre professionnel. Un premier rapport a effectivement été produit par l'Office en juin 2002.

À la suite du dépôt de ce premier rapport, l'Office a été sensibilisé par les ordres professionnels et le Conseil interprofessionnel du Québec à une problématique en émergence vécue par les membres de certains ordres professionnels à l'effet qu'ils éprouveraient des difficultés à s'assurer à des coûts raisonnables. Rappelons qu'à la suite de certains scandales mettant en lumière des actes fautifs, posés par certains professionnels, et qui ont donné lieu à des réclamations importantes au Canada et aux États-Unis, les assureurs ont été amenés à revoir à la baisse la couverture de risques assurés et à rehausser les coûts des primes d'assurances détenues par les professionnels et les dirigeants des ordres professionnels. Toutefois, la situation est demeurée sous contrôle.

À l'automne 2004, l'Office des professions a demandé à deux experts d'examiner différents aspects liés à l'assurance de la responsabilité professionnelle, eu égard au rôle de protection du public qui lui est dévolu. Ce groupe de travail a remis son rapport en mars 2006 et les membres de l'Office ont demandé que les recommandations soient soumises au Conseil interprofessionnel du Québec afin d'obtenir ses commentaires.

En 2007-2008, l'Office des professions a préparé son deuxième rapport sur l'application des dispositions relatives à la garantie contre la responsabilité qui doit être fournie par les membres des ordres professionnels. Ce rapport a été déposé au gouvernement en février 2008.

Celui-ci contient le bilan de la situation en matière de garantie personnelle offerte par les professionnels et expose les actions entreprises par l'Office des professions et les ordres à l'égard de l'application des dispositions du Code des professions en matière de garantie contre la responsabilité.

Depuis, l'Office est attentif à tout fait nouveau qui pourrait influencer la disponibilité des produits d'assurance de la responsabilité professionnelle et poursuit l'examen des règlements adoptés par les ordres relatif à la garantie contre la responsabilité.

### **3. Soutenir les ordres professionnels dans la mise en œuvre de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (projet de loi no 90, L.Q., chapitre 33) et de la réglementation afférente**

L'adoption de la *Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé*, en juin 2002, a marqué l'aboutissement des travaux de l'Office au regard de la modernisation de l'organisation professionnelle dans le secteur de la santé du réseau public des soins. Les nouvelles dispositions permettent désormais à ces derniers d'agir en misant sur le plein potentiel des ressources du réseau, dans un esprit de collaboration entre les disciplines, tout en maintenant la vigilance requise en ce qui a trait à la protection du public.

L'entrée en vigueur de la Loi a entraîné des effets sur la réglementation. Ainsi, des modifications ont été apportées à certains règlements déjà en vigueur et d'autres règlements ont dû être élaborés par les ordres concernés. Soulignons notamment les règlements relatifs aux activités pouvant être exercées par les électrophysiologistes et les perfusionnistes ainsi que ceux permettant un rôle accru aux infirmières et infirmiers, particulièrement à l'égard de la pratique spécialisée en néonatalogie, en néphrologie, en cardiologie et en soins de première ligne.

Également, sont entrés en vigueur le règlement adopté par l'Ordre des infirmières et infirmiers visant à permettre aux infirmières et infirmiers auxiliaires d'exercer des activités relatives aux soins d'une trachéotomie et le règlement de l'Ordre de la physiothérapie relatif à l'utilisation par le physiothérapeute d'aiguilles sous le derme pour atténuer l'inflammation en complément de l'utilisation d'autres moyens, à la condition qu'une attestation de formation lui ait été délivrée par l'Ordre.

En 2008-2009, le Règlement sur certaines activités professionnelles pouvant être exercées par une infirmière auxiliaire ou un infirmier auxiliaire est entré en vigueur le 14 mai 2008. Il donne ainsi suite du rapport du comité chargé de conseiller l'Office sur la contribution des infirmières et infirmiers auxiliaires à la thérapie intraveineuse.

Notons également que l'Office a soutenu les travaux du comité technique concernant l'encadrement professionnel des personnes exerçant des activités en perfusion clinique et du comité technique concernant l'encadrement professionnel des personnes exerçant des activités en électrophysiologie médicale. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre des échanges que l'Office a entamés avec les ordres intéressés et les groupes concernés dans le but d'examiner la pertinence, eu égard à la protection du public, que des personnes exerçant des activités visées par le Projet de loi no 90 puissent être accueillies au sein du système professionnel. Il en va de même des travaux relatifs aux thérapeutes du sport et aux personnes pratiquant l'ostéopathie.

### **4. Favoriser les adaptations requises aux champs de pratiques, aux règles de pratique et aux titres professionnels**

- ❑ Revoir le champ de pratique des ingénieurs pour tenir compte des nouvelles conditions d'exercice

L'Office a produit un document de travail proposant quatre orientations devant servir à la révision de la *Loi sur les ingénieurs*. L'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des technologues professionnels ont accepté que soit confié à un comité d'experts le soin d'analyser ces orientations et de proposer des voies de mise en œuvre.

Ainsi, un comité d'experts composé d'ingénieurs et de technologues professionnels est formé. Celui-ci entreprend alors des études et des analyses d'envergure. Entre avril 2004 et décembre 2006, le Comité s'est réuni à 56 reprises dont 36 réunions régulières et 9 journées consacrées à des rencontres avec des témoins experts. Par ailleurs, des consultations ont été

menées auprès des ordres concernés et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les différents programmes d'études collégiales dans le domaine des technologies. Au terme de leurs travaux, les experts ont complété leur rapport en février 2007.

L'Office a mené par la suite, à la demande du ministre responsable de l'application des lois professionnelles, une consultation auprès de l'Ordre des ingénieurs et de l'Ordre des technologues professionnels sur la base du rapport du comité d'expert. Les commentaires alors recueillis ont mis en relief la problématique liée à l'interdisciplinarité dans le domaine des sciences appliquées et des technologies. Notons également que certains des ordres à champ d'exercice professionnel exclusif, appartenant au secteur du génie et de l'aménagement<sup>1</sup>, réclament que le champ d'exercice réservé à leurs membres soit modernisé.

Devant ce constat, l'Office a mandaté un conciliateur afin qu'il accompagne les Ordres concernés dans une démarche visant à élaborer une dynamique de coexistence et de collaboration interprofessionnelle respectueuse des connaissances et des compétences de chacun et de la protection du public. Les discussions se sont amorcées à l'automne 2008 et devraient se poursuivre en 2009-2010.

- Contribuer à l'élaboration de la réglementation, en application de l'article 5.1 de la *Loi sur les architectes*, autorisant des classes de personnes autres que des architectes à poser certains actes réservés à ceux-ci

En vue de l'élaboration de cette réglementation, l'Office a demandé à des experts de procéder à des études et analyses aux fins d'évaluer la formation des techniciens oeuvrant dans le domaine de l'architecture. Un comité a été mis sur pied et celui-ci a remis son rapport au président de l'Office en mars 2006. Puis, un deuxième comité, composé d'architectes reconnus pour leur expertise, a été formé afin cette fois de procéder à une analyse à l'égard de la formation des architectes. Les travaux des experts se sont finalisés en octobre 2007 par la remise de leur rapport. Par la suite, l'Ordre des architectes et de l'Ordre des technologues professionnels ont pris connaissance de ces deux rapports.

Depuis, le conciliateur mandaté par l'Office afin qu'il accompagne les Ordres du domaine des sciences appliquées et des technologies a débuté ses discussions avec l'ensemble des Ordres concernés dont l'Ordre des architectes. Les discussions devraient se poursuivre en 2009-2010.

- Mettre à jour les règles d'exercice professionnel en matière de comptabilité publique

En collaboration avec l'Ordre des comptables agréés du Québec, l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec et l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, l'Office entreprenait à l'automne 2005, la mise à jour des règles d'exercice professionnel en matière de comptabilité publique au Québec.

Rappelons qu'en octobre 2005, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles demandait à l'Office d'identifier, en collaboration avec les ordres comptables du Québec, les solutions possibles et les moyens de mise en œuvre afin que les comptables ayant les compétences nécessaires puissent exercer la vérification publique au Québec. Cette demande faisait suite au rapport du Groupe spécial formé pour étudier la plainte déposée par l'Association des comptables généraux accrédités du Nouveau-Brunswick en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) afin de se voir reconnaître le droit d'exercer la comptabilité publique au Québec.

L'Office a donc soumis au ministre une proposition législative à cet égard et le *Projet de loi no 64 – Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les comptables agréés* concernant la comptabilité publique a été présenté à l'Assemblée nationale, le 14 décembre 2006. Toutefois, les travaux de la 37<sup>e</sup> législature ont pris fin en février 2007.

Puis en décembre 2007, le *Projet de loi no 46* est présenté à l'Assemblée nationale et la *Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur les comptables agréés* concernant la comptabilité publique (2007, chapitre 42) est sanctionnée le 21 décembre 2007. Elle est entrée en vigueur le 15 décembre 2008.

<sup>1</sup> Ordre des agronomes du Québec, Ordres des architectes du Québec, Ordre des arpenteurs-géomètres, Ordre des chimistes du Québec, Ordre des géologues du Québec, Ordre des ingénieurs du Québec, Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

En vue de la mise en oeuvre de la Loi, un certain nombre de règlements doivent être élaborés par chacun des ordres comptables et des modifications doivent être apportées à certains de leurs règlements déjà en vigueur. Il s'agit notamment d'établir les normes de délivrance et de détention du permis de comptabilité publique (règlement sur le permis de comptabilité publique) applicables aux membres de l'Ordre des comptables généraux licenciés et de l'Ordre des comptables en management accrédités, d'ajuster certaines règles déontologiques pour les membres de ces deux ordres et de fixer les activités de formation continue que devront suivre les membres des trois ordres professionnels qui exerceront la comptabilité publique.

Ainsi, le Règlement sur le permis de comptabilité publique de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec, le Règlement modifiant le Code de déontologie des comptables généraux licenciés et le Règlement sur la formation continue des comptables généraux licenciés titulaires d'un permis de comptabilité publique ont été publiés, à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec*, en août 2008.

Quant au Règlement sur le permis de comptabilité publique de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, du Règlement modifiant le Code de déontologie des comptables en management accrédités et du Règlement sur la formation continue des comptables en management accrédités titulaires d'un permis de comptabilité publique ils furent publiés, à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec* en septembre 2008.

Mentionnons également que le Règlement sur la formation continue obligatoire des comptables agréés du Québec qui exercent la comptabilité publique fut l'objet d'une publication, à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec* en septembre 2008.

La prochaine étape sera celle de la recommandation de l'Office à l'égard des dits règlements en vue de leur approbation par le gouvernement. Par la suite, le gouvernement pourra le cas échéant les approuver, avec ou sans modification.

□ Favoriser l'interdisciplinarité des professionnels exerçant dans le domaine de la dentisterie

Le deuxième rapport du Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines (rapport Bernier), rendu public en juin 2002, portait notamment sur la définition des champs d'exercice des professionnels œuvrant dans le secteur privé. Ces professionnels sont les dentistes, les hygiénistes dentaires, les denturologistes, les techniciens dentaires, les optométristes, les opticiens d'ordonnances, les acupuncteurs, les audioprothésistes, les chiropraticiens et les podiatres.

La consultation menée par l'Office sur la base des recommandations de ce rapport a mis en lumière de nombreuses zones de divergences quant aux changements à apporter aux champs d'exercice de ces professionnels. En outre, les problématiques apparaissent très variées et ne trouvent pas nécessairement leur solution dans une redéfinition du champ d'exercice professionnel. Pour certaines professions, les recommandations du Groupe de travail invitaient davantage à une réécriture du champ actuel plutôt qu'à une redéfinition.

Dans le domaine de la dentisterie, les enjeux portent entre autre sur une plus grande reconnaissance du rôle et de l'autonomie des hygiénistes dentaires et sur l'accroissement de l'intervention des denturologistes dans différents domaines dont celui de la prothèse implanto-portée.

Ainsi dans une première étape, l'Office a proposé à l'Ordre des dentistes et à l'Ordre des hygiénistes dentaires, en février 2007, d'identifier les problématiques et les enjeux liés à la pratique en cabinet dentaire privé et en santé dentaire publique et d'entreprendre, avec lui, des travaux en vue de suggérer des solutions à mettre en place. Il a été aussi convenu que les discussions devaient porter sur la problématique des assistantes dentaires. Les deux Ordres ont répondu favorablement à cette proposition et la première rencontre s'est tenue en mai 2007. Les travaux se sont poursuivis en 2008-2009.

- Favoriser l'interdisciplinarité des professionnels exerçant dans le domaine des soins et des services oculo-visuels

Toujours dans la foulée des travaux du Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines (rapport Bernier), parmi les enjeux mis en exergue, l'enjeu concernant la contribution du personnel d'assistance non professionnel aux activités réservées à la vente, à la pose et à l'ajustement des lentilles ophtalmiques dans les cabinets d'optométristes est ressorti.

En 2008, l'Office a offert à l'Ordre des optométristes et à l'Ordre des opticiens de les accompagner dans leur démarche afin de mieux cerner l'interdisciplinarité dans le domaine des soins et des services oculo-visuels ainsi que les enjeux liés l'industrie de l'optique. La complexité des enjeux en présence marque la progression des travaux. Toutefois, l'objectif de rechercher des solutions durables est partagé par les deux Ordres concernés.

#### **5. S'assurer que la réglementation encadrant les nouveaux modes associatifs contient toutes les mesures nécessaires pour garantir la protection du public**

En 2001, l'Assemblée nationale sanctionnait le Projet de loi no 169 permettant aux professionnels d'exercer des activités professionnelles au sein d'une société par actions ou en nom collectif à responsabilité limitée, à la condition toutefois que leur ordre encadre cette pratique par règlement prévoyant, notamment les normes relatives à la détention d'actions ou de parts, les informations à transmettre à l'ordre et l'assurance responsabilité professionnelle que doit détenir et maintenir la société.

Ces dispositions législatives sont la réponse à des enjeux soulevés par les ordres. La concurrence, l'omniprésence des multinationales, la mondialisation des marchés, les coûts liés à l'exercice d'une profession constituaient des incitatifs pour donner une telle possibilité aux professionnels québécois.

Présentement, douze règlements sont en vigueur, soit ceux régissant les comptables agréés, les avocats, les notaires, les comptables généraux licenciés, les médecins, les arpenteurs-géomètres, les optométristes, les conseillers et conseillères d'orientations et les psychoéducateurs et psychoéducatrices, les dentistes, les pharmaciens, les médecins vétérinaires et les denturologistes.

Par ailleurs, dans la foulée des recommandations formulées dans l'*Avis de l'Office des professions sur la déontologie et l'exercice en société en regard des pratiques commerciales entre les médecins et les pharmaciens*, l'Ordre des pharmaciens a travaillé en étroite collaboration avec l'Office, notamment à l'égard des conflits d'intérêts et de l'interdiction de l'octroi de loyers gratuits ou à rabais. Le Conseil d'administration de l'Ordre des pharmaciens a ainsi adopté un nouveau Code de déontologie, lequel est entré en vigueur en juin 2008.

De plus, afin que le Collège des médecins détienne tous les outils pour le contrôle de ses membres en regard de l'exercice de la profession médicale en société, des modifications au Code de déontologie des médecins ont été apportées de même que certains ajustements permettant à la fois une meilleure application des règles déontologiques relatives aux loyers gratuits ou à rabais tout en conférant une certaine souplesse dans les cas appropriés (par exemple : les régions en pénurie d'effectifs médicaux). Ces modifications sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2008.

#### **6. Maintenir et renforcer les liens de concertation avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), la Fédération des cégeps, les ministères sectoriels dont le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)**

Parmi les responsabilités que le législateur a confié à l'Office en application du Code des professions, celui-ci donne au gouvernement son avis, après consultation de certains organismes, sur tout diplôme qui donne accès au permis d'un ordre professionnel ou au certificat de spécialiste délivré par un ordre.

Dans ce cadre, l'Office a toujours joué un rôle de coordination et de concertation auprès des principaux intervenants impliqués dans le processus décisionnel. Depuis 2004, il a cependant intensifié ses efforts pour assurer une meilleure coordination de ceux-ci et pour améliorer les mécanismes de consultation et d'évaluation des demandes de modifications au Règlement sur les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement désignés qui donnent droit aux permis et aux certificats de spécialistes des ordres professionnels dans le contexte où de plus en

plus de pressions sont exercées afin de prolonger et de rehausser la formation initiale donnant accès au permis délivré par plusieurs ordres professionnels.

Pour illustrer la situation, certaines professions pour lesquelles un diplôme collégial est exigé, les ordres demandent au gouvernement de rehausser vers un diplôme universitaire, alors que d'autres professions à l'égard desquelles un baccalauréat est déjà désigné, les ordres souhaitent dorénavant une maîtrise ou même un doctorat. Ces faits ne sont pas sans avoir des incidences majeures non seulement sur l'accessibilité aux professions dans un contexte de pénurie appréhendée de main-d'oeuvre, mais également sur les mécanismes de désignation des diplômes, sur la concertation entre les ministères et organismes concernés ainsi que sur les normes de reconnaissance des diplômes et de la formation des personnes formées hors du Québec.

Ainsi, les principaux enjeux et impacts reliés à la prolongation et au rehaussement de la formation initiale ont fait l'objet de nombreuses discussions, notamment avec la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) et une proposition de mécanisme amélioré de concertation à l'égard des formations de niveau universitaire donnant accès au permis d'un ordre professionnel a été élaborée. Soulignons que les représentants du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport et ceux du ministère de la Santé et des Services sociaux ont participé aux discussions et demeurent des partenaires privilégiés dans le cadre de ce dossier.

En septembre 2007, la CREPUQ a entériné le document intitulé « Mécanisme et procédure d'évaluation de pertinence des projets de programmes d'études menant à la modification éventuelle du Règlement sur les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement désignés qui donnent droit aux permis et aux certificats de spécialistes des ordres professionnels ». Ce mécanisme et procédure vise à adapter les processus utilisés par chacun des partenaires et à permettre un échange d'information à des moments charnières.

Depuis, l'Office s'est investi auprès des ordres et du Conseil interprofessionnel du Québec afin de faire connaître le mécanisme et de favoriser l'établissement de corridors de collaboration entre les différents intervenants issus du système professionnel et des milieux de l'enseignement. L'Office a entamé aussi des discussions avec la CREPUQ et le MELS en vue de convenir des modalités de fonctionnement à l'égard de l'application du mécanisme.

Notons finalement que parallèlement à ces discussions et à ces travaux, l'Office a collaboré activement au cours de l'exercice 2008-2009 à plusieurs forums de concertation avec les ministères de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS), des Relations internationales (MRI) et les différents milieux de l'enseignement.

## **7. Examiner les demandes d'encadrement professionnel et donner avis au gouvernement**

En 2008-2009, l'Office a formulé un *Avis sur l'opportunité de constituer un ordre professionnel des planificateurs financiers*, lequel fut rendu public en juillet 2008. L'Office a conclu, après analyse et avoir mené une vaste consultation, qu'il n'était pas opportun, en vue de la protection du public et de garantir la compétence et l'intégrité des planificateurs financiers, de remettre en cause l'encadrement actuel des planificateurs financiers, tel qu'aménagé dans le système financier québécois, pour y substituer l'encadrement par un ordre professionnel. En effet, il existe actuellement un encadrement des planificateurs financiers par l'État qui vise à protéger les investisseurs et à leur donner confiance envers ceux et celles qui les assistent dans la préservation et le développement de leur patrimoine.

Également, l'Office a examiné une demande d'encadrement par le système professionnel des biologistes et des microbiologistes. Il s'agissait essentiellement d'une bonification de leurs demandes antérieures. Après avoir considéré l'ensemble du dossier ainsi que le résultat d'une récente consultation menée auprès de certains de ses partenaires gouvernementaux, les membres de l'Office des professions n'entendent pas recommander au gouvernement la création d'un ordre professionnel spécifique pour les biologistes et les microbiologistes.



**1. Mettre à jour le système professionnel dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines**

En 2003, l'Office a proposé un plan d'action en vue de revoir la pertinence des recommandations du deuxième rapport du Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines (rapport Bemier) visant la modernisation des champs d'exercice professionnel du domaine de la santé mentale et des relations humaines, et de les actualiser. À cette fin, un comité d'experts a été constitué et un rapport a été déposé à l'automne 2005 à l'Office.

En janvier 2006, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles est saisi des recommandations des experts et demande à l'Office de procéder à une consultation auprès des ordres concernés <sup>2</sup>, du Conseil interprofessionnel du Québec et de partenaires dont le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi que de certains regroupements d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux.

Les commentaires recueillis lors de cette consultation ont été généralement favorables, ouvrant ainsi la voie à la préparation d'un projet législatif. Parallèlement, l'Office a poursuivi ses discussions avec ses partenaires gouvernementaux afin de bien cerner les impacts de certaines des propositions à l'égard des champs d'exercice professionnel et des activités devant être réservées. L'Office a aussi multiplié les rencontres avec les six ordres professionnels visés afin de s'assurer que les propositions contenues dans le projet de loi, notamment celles relatives à l'encadrement des personnes pratiquant dans le domaine des psychothérapies, contiennent toutes les dispositions requises pour la protection du public en cohérence avec le système professionnel québécois.

Le Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a donc été soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles. Le Projet de loi no 50 a été présenté à l'Assemblée nationale, le 13 novembre 2007.

En mars 2008, les membres de la Commission des institutions ont entendu plus d'une vingtaine de groupes intéressés par le Projet de loi dont les représentants des ordres professionnels visés, des associations d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux, des regroupements de techniciens et d'enseignants du réseau collégial ainsi que des syndicats. Par la suite, l'étude détaillée du Projet de loi fut reportée afin de permettre à l'Office de tenir des séances d'information auprès de ses partenaires et des groupes intéressés à l'égard de certaines mesures proposées. Toutefois, les travaux de la 38<sup>e</sup> législature ont pris fin le 5 novembre 2008.

À la demande de la ministre de la Justice, un nouveau projet de loi reprenant pour l'essentiel les dispositions contenues au P.L. no 50 lui a été soumis. Le Projet de loi no 21 - Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a été présenté à l'Assemblée nationale le 24 mars 2009.

**2. Favoriser l'accès aux professions réglementées par les personnes formées hors du Québec**

Si en 2001, la question de la mobilité des professionnels québécois et étrangers comptait déjà parmi les priorités de l'Office ainsi que de l'ensemble des intervenants du système professionnel, celle-ci s'est enrichie au cours des récentes années de dimensions nouvelles interpellant particulièrement le système professionnel.

La pénurie anticipée de main-d'œuvre occasionnée notamment par la dénatalité et le vieillissement de la population représente une contrainte majeure pour le développement économique du Québec, la croissance des entreprises, la disponibilité d'une offre de service adéquate à la population et le maintien du niveau de vie des Québécois. La mobilité de la main-d'œuvre et la capacité d'attirer de nouveaux travailleurs qualifiés sont donc des enjeux de premier plan pour la société québécoise.

<sup>2</sup> Collège des médecins, Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices, Ordre des ergothérapeutes, Ordre des infirmières et infirmiers, Ordre des psychologues et Ordre des travailleurs sociaux.

Dans ce contexte, le Conseil des ministres, en juin 2007, demande au ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation et à ses collègues des ministères de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Justice, de l'Immigration et des Communautés culturelles, de l'Éducation, du Loisir et du Sport et des Relations internationales de soumettre des recommandations pour favoriser la mobilité de la main-d'œuvre. Par la suite, le ministre du Travail sera invité à se joindre au groupe interministériel.

En août 2007, un comité interministériel présidé par le sous-ministre du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est mis sur pied. Il amorce dès lors des travaux et en décembre 2007, un mémoire est présenté au Conseil des ministres et une stratégie gouvernementale est entérinée.

La Stratégie d'intervention gouvernementale en matière de mobilité de la main-d'œuvre comprend cinq volets pour lesquels cinq grands chantiers de travail étaient lancés dès le début de 2008. Les objectifs visés par chacun de ces chantiers sont :

- 1) l'accélération des mécanismes de reconnaissance des compétences et du droit de pratique;
- 2) la conclusion d'un accord entre le Québec et l'Ontario sur le commerce et l'économie;
- 3) la mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI);
- 4) la conclusion d'une entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des compétences;
- 5) l'émission de permis de travail temporaires pour les ressortissants étrangers.

Dans cette foulée, le 8 février 2008, le gouvernement et les ordres professionnels conviennent, dans le cadre d'une déclaration conjointe, d'accélérer globalement les mécanismes de reconnaissance des compétences, dans le respect des principes de protection du public et de sécurité, d'équité vis-à-vis les diplômés québécois, de réciprocité et de respect de la Charte de la langue française, afin de mieux répondre aux besoins de la population en matière de services professionnels.

Les ordres professionnels et les organismes de réglementation dans le domaine des métiers de la construction et hors construction (Commission de la construction du Québec, Commission des partenaires du marché du travail) sont également invités à formuler des propositions nouvelles et concrètes pour accélérer les mécanismes de reconnaissance pour les travailleurs formés hors du Québec, en s'inspirant d'exemples canadiens telle que les mesures prévues au chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur ou d'exemples européens comme la Directive européenne sur la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles.

De plus, les ministères et organismes publics gouvernementaux se sont engagés à appuyer les efforts des ordres afin de faciliter l'intégration rapide au marché du travail de ces travailleurs. Cet appui vise en particulier un accès plus rapide à la formation qualifiante et aux stages de pratique et d'intégration professionnelle, ainsi qu'un meilleur accompagnement du travailleur tout au long de sa démarche.

Rappelons que l'Office des professions ainsi que l'ensemble des intervenants du système professionnel ont collaboré activement aux différents travaux effectués au cours des récentes années à l'égard de la mobilité de la main-d'œuvre et de la reconnaissance des qualifications professionnelles. Qu'il suffit de mentionner la participation à l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger (Rapport Bazergui). D'ailleurs, pour donner suite à certaines recommandations de ce rapport, l'Assemblée nationale adoptait, en juin 2006, la *Loi modifiant le Code des professions concernant la délivrance de permis* (2006, chapitre 20).

Ainsi, de nouveaux types de permis étaient introduits au Code permettant aux ordres professionnels d'accorder le droit de pratique sur la base de l'autorisation légale d'exercer la profession hors du Québec (permis sur permis), de reconnaître les compétences dans un champ d'exercice professionnel ciblé (permis spécial) ainsi que d'octroyer un permis temporaire le temps que le candidat à l'exercice finalise les démarches nécessaires à l'obtention d'un permis sur une base permanente (permis restrictif temporaire). Ces nouvelles formes de permis jouent maintenant un rôle crucial dans la mise en œuvre d'ententes en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, notamment à l'égard de la mise en œuvre des nouvelles mesures introduites, en janvier 2009, au chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur et du futur accord économique entre le Québec et l'Ontario.

Quant à l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, l'entrée en vigueur du Projet de loi no 3 - Loi permettant la mise en œuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des

qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes de même type a été présenté à l'Assemblée nationale par la ministre de la Justice, le 11 mars 2009, permettra sa mise en œuvre.

Soulignons également la création d'un fonds spécifique de 5 millions de dollars (Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre – FAMMO), annoncé par le Premier ministre le 8 février 2008, dans le but d'aider les ordres professionnels et les autres organismes de réglementation des métiers dans leurs démarches, notamment auprès de leurs homologues français, avec qui ils doivent convenir d'arrangements de reconnaissance mutuelle des compétences.

L'Office est aussi très actif au sein de plusieurs comités interministériels en matière de mobilité de la main-d'œuvre dont le Comité multipartite sur l'accès aux professions régies par les ordres professionnels, le Comité interministériel sur la mobilité de la main-d'œuvre et le Comité de coordination de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale d'intervention en matière de mobilité de la main-d'œuvre. L'Office a également mis sur pied un comité consultatif, en collaboration avec le Conseil interprofessionnel du Québec, afin notamment d'informer les intervenants du système professionnel concernant les différents dossiers relatifs à la mobilité de la main-d'œuvre.

□ Accélération des mécanismes de reconnaissance des compétences et du droit de pratique : état des travaux

L'Office des professions, à la demande du ministre de la Justice d'alors, coordonne les travaux visant l'accélération des mécanismes de reconnaissance des compétences et du droit de pratique. Il collabore également aux travaux touchant l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles, l'accord économique entre le Québec et l'Ontario ainsi qu'aux travaux de mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

Les ordres professionnels participent activement à ces travaux coordonnés par l'Office, auquel se joignent plusieurs ministères et organismes, ainsi que le Conseil interprofessionnel du Québec.

L'éventail des moyens d'action est vaste et comprend notamment :

- Adoption par les ordres professionnels de règlements visant la délivrance de nouvelles formes de permis d'exercice professionnel;
- Mise en place de projets pilotes en matière d'évaluation des compétences professionnelles (recension des écrits et des expertises, mission européenne afin d'identifier les dispositifs les plus performants, projet de guide pour les ordres professionnels);
- Élaboration de projets de la part des ordres professionnels afin de faciliter l'accès à des formations d'appoint en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur et avec le soutien financier du MICC et du MELS;
- Organisation d'un atelier intitulé « Négocier une entente de reconnaissance mutuelle de compétences » offert dans le cadre d'un colloque organisé par le Conseil interprofessionnel du Québec, en septembre 2009, à l'intention des dirigeants des ordres professionnels;
- Mise en place de mécanismes de coordination pour consolider les liens entre les ordres professionnels et les établissements d'enseignement collégial et universitaire;
- Mise en œuvre de la part du MICC et du MELS, de plusieurs mesures en vue de mieux intégrer les personnes immigrantes;
- Amélioration de l'accessibilité à des stages en milieu de travail afin de faciliter l'acquisition des compétences et des connaissances manquantes.

En 2008-2009, l'accent a été mis sur la préparation de la réglementation pertinente aux fins de la délivrance de nouveaux types de permis d'exercice professionnel et sur l'accompagnement des ordres à l'égard des différents travaux qui ont dû être menés. Plus précisément :

- Deux (2) règlements sont entrés en vigueur :
  - Règlement sur la délivrance des permis spéciaux du Barreau (art. 94, par. r du Code des professions) visant les conseillers juridiques canadiens;
  - Règlement sur les autorisations légales d'exercer la professions de comptable en management accrédité hors du Québec qui donnent ouverture au permis de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec (art. 94, par. q du Code des professions) et qui vise toutes les provinces canadiennes.
- Quinze (15) autres règlements sont en traitement à l'Office.

De plus, avec l'entrée en vigueur du nouveau chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur le 1<sup>er</sup> avril 2009, de nombreux règlements seront élaborés par les ordres professionnels.

□ Accord économique entre le Québec et l'Ontario : état des travaux

L'objectif visé par les gouvernements des deux provinces est la conclusion d'un accord économique et commercial moderne et global, en vue de renforcer l'espace économique du Québec et de l'Ontario et la compétitivité de leurs économies.

Le 27 novembre 2007, dans une déclaration commune, les premiers ministres du Québec et de l'Ontario ont lancé officiellement les négociations en vue de la signature de cet accord. Le gouvernement québécois a désigné M. Michel Audet, ex-ministre des Finances et du Développement économique, à titre de négociateur en chef et le gouvernement ontarien a choisi M. Jim Peterson, ex-ministre fédéral du Commerce extérieur.

Depuis, huit (8) tables de travail sectorielles ont été mises en place, dont une relative à la mobilité de la main-d'œuvre. Plus particulièrement, les deux gouvernements ont convenu d'établir une mobilité complète des travailleurs entre les deux provinces en instaurant un processus de reconnaissance de type « permis sur permis » pour les professions. Mentionnons que les travaux de cette table s'inspirent de ceux effectués dans le cadre de la mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur.

En outre de collaborer avec le négociateur en chef pour le Québec, l'Office offre un soutien aux ordres professionnels à l'égard de la préparation des règlements visant la délivrance de nouvelles formes de permis d'exercice professionnel.

□ Mise en œuvre du chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) : état des travaux

Des modifications ont été apportées au chapitre 7 de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) et sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2009. Rappelons à cet égard qu'à l'automne 2007, les premiers ministres provinciaux ont convenu que leurs gouvernements respectifs prendraient des mesures afin d'assurer la pleine mobilité des travailleurs au Canada.

Ainsi, tout travailleur « accrédité » par un organisme de réglementation provincial (dont les ordres professionnels) ou d'un territoire canadien aux fins d'y exercer une profession ou un métier, incluant un travailleur ayant acquis ses compétences et qualifications à l'étranger, se verra reconnaître ses qualifications par toutes les autres provinces et territoires. Cette reconnaissance sera octroyée rapidement, sans autres exigences comme un examen, de la formation additionnelle ou une évaluation de ses compétences.

Toutefois, un gouvernement pourra maintenir une exigence supplémentaire si celui-ci peut la justifier en fonction d'un objectif légitime. Le gouvernement devra déterminer si des mesures additionnelles sont justifiées par un objectif légitime et en aviser le Forum des ministres du marché du travail. Notons cependant, que le nouveau chapitre 7 de l'ACI ne remet pas en question les exigences de l'article 35 de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11).

En 2008-2009, l'Office a été particulièrement actif à l'égard de ce volet de la Stratégie gouvernementale d'intervention en matière de mobilité de la main-d'œuvre. Soulignons qu'il a collaboré étroitement avec le MESS, responsable pour le gouvernement du Québec du chapitre 7 de l'ACI, à l'analyse des modifications proposées. De plus, conjointement avec le MESS, l'Office a tenu plusieurs rencontres de sensibilisation et d'information auprès des ordres professionnels et un guide relatif à la mise en œuvre du nouveau chapitre leur a été proposé. S'ajoutent les rencontres avec les représentants d'une vingtaine d'ordres professionnels québécois désirant discuter de l'impact des modifications apportées au chapitre 7 et de l'opportunité de présenter une demande d'exception à la pleine mobilité en vertu d'un objectif légitime.

Intensifié depuis janvier 2009, le travail en vue de se conformer aux dispositions du chapitre 7 de l'ACI est bien entamé chez les ordres professionnels et se poursuivra au cours de l'exercice 2009-2010 notamment par l'adoption par les ordres professionnels de règlements visant la délivrance de nouvelles formes de permis d'exercice professionnel. L'Office accompagne les ordres à cet égard.

- Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles : état des travaux

À l'automne 2007, des négociations sont amorcées par les autorités gouvernementales afin de convenir des termes d'une entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance des qualifications professionnelles.

Cette entente cadre a pour but de fixer une procédure commune de reconnaissance des qualifications professionnelles, procédure que les deux gouvernements s'engagent à mettre en oeuvre au moyen de leur législation respective. De plus, les autorités chargées de la réglementation professionnelle au Québec et en France doivent appliquer cette procédure commune en vue de conclure des « Arrangements de reconnaissance mutuelle » (ARM).

Parallèlement à ces négociations, Me Gil Rémillard, négociateur en chef pour le Québec, et les autorités de l'Office ont rencontré les représentants de plusieurs ordres professionnels et ceux-ci ont entamé des discussions avec leurs vis-à-vis français. Ainsi, lors de la signature de l'Entente par le président Sarkozy et le Premier ministre Charest, le 17 octobre 2008, un ARM a été signé par les ingénieurs québécois et français, ainsi que 11 engagements à signer un ARM d'ici un an par autant d'ordres professionnels<sup>3</sup>.

Il est important de noter ici que l'Entente fixe un échéancier de 2 ans, soit d'ici le 31 décembre 2010, pour que toutes les professions visées par l'Entente se soient conformées. Au terme de cet échéancier, chaque ordre professionnel québécois doit, avec l'autorité compétente française, convenir d'arrangements de reconnaissance mutuelle. À cet égard, les ordres reçoivent un appui gouvernemental de nature logistique et financier et ils peuvent compter sur l'implication et l'accompagnement de l'Office et du ministère des Relations internationales afin d'atteindre les objectifs fixés.

Par ailleurs, le Projet de loi no 3 - Loi permettant la mise en oeuvre de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles ainsi que d'autres ententes de même type a été présenté le 11 mars 2009 à l'Assemblée nationale par la ministre de la Justice et l'adoption du principe a eu lieu le 7 avril 2009. Ce Projet de loi vise à permettre la mise en oeuvre effective de l'Entente et des arrangements de reconnaissance mutuelle qui en découlent. Il propose diverses modifications législatives notamment au Code des professions afin d'autoriser la délivrance d'un permis ou d'un certificat de spécialiste à une personne qui satisfait aux conditions et modalités que le Conseil d'administration d'un ordre détermine par règlement pour donner effet à une entente conclue par cet ordre en vertu d'une entente de reconnaissance mutuelle des compétences professionnelles conclue entre le gouvernement québécois et un autre gouvernement.

De plus, le Projet de loi prévoit l'autorisation de la délivrance d'un permis restrictif temporaire à un candidat à l'exercice de la profession qui possède les compétences professionnelles requises ainsi qu'une modification de la procédure applicable au cheminement des règlements visant l'admission d'une personne à un ordre professionnel.

Par ailleurs, l'Entente prévoit aussi la mise en place d'un Comité bilatéral de suivi, coprésidé par le Ministre des Relations internationales du Québec et le Secrétaire d'État français chargé de la coopération. Notons que le président de l'Office des professions y siège et qu'une rencontre s'est tenue le 27 avril 2009 à Paris.

En plus de participer aux travaux de rédaction de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et d'un modèle type d'arrangement en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles (ARM), l'Office a tenu plusieurs rencontres de sensibilisation et d'information auprès des ordres professionnels et a préparé un guide de référence à leur intention.

Par ailleurs, conjointement avec le ministère des Relations internationales (MRI), l'Office analyse chaque projet d'ARM soumis par les ordres professionnels et collabore avec ceux-ci en vue qu'ils adoptent des règlements aux fins de la délivrance de nouveaux types de permis d'exercice professionnel.

<sup>3</sup> Il s'agit de l'Ordre des architectes du Québec, de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, du Barreau du Québec, de l'Ordre des comptables agréés du Québec, de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec, de l'Ordre des dentistes du Québec, du Collège des médecins du Québec, de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, de l'Ordre des pharmaciens du Québec, de l'Ordre des sages-femmes du Québec et de l'Ordre des travailleurs sociaux du Québec.

**ORIENTATION STRATÉGIQUE :**

**MOBILISER LES RESSOURCES ET OPTIMISER LES OUTILS EN VUE DE PERMETTRE UNE REDDITION DE COMPTE EFFICACE DANS LE CONTEXTE DE LA MODERNISATION DE L'ÉTAT**

**1. Développer les outils nécessaires pour une meilleure connaissance des activités du système professionnel**

En 2004, l'Office entreprenait, en collaboration avec une firme de consultants en informatique, de développer une nouvelle structure pour sa banque des données permettant, une fois mise en opération, une reddition de compte plus complète à l'égard des activités du système professionnel.

En 2007-2008, la nouvelle structure de la banque des données a été finalisée et l'Office a procédé aux tests nécessaires afin de s'assurer de sa fonctionnalité. De même, des travaux ont été réalisés afin d'apporter certains ajustements afin de tenir compte des nouvelles exigences en matière de reddition de compte, notamment en matière de reconnaissances des compétences professionnelles des personnes formées hors du Québec.

Par ailleurs, en collaboration avec un groupe d'ordres professionnels, l'Office a développé un outil électronique de collecte de données relatives aux activités des ordres professionnels. En plus de permettre à ceux-ci de transmettre leurs données à l'Office dans un délai réduit, l'outil appui les ordres dans la préparation efficace de leur rapport annuel en application des nouvelles règles adoptées par l'Office. Une présentation de l'outil opérationnel a été faite en mars 2008 aux ordres professionnels.

L'Office a en effet effectué des travaux en vue de la révision du Règlement sur les normes relatives à la rédaction et au contenu du rapport annuel des ordres professionnels. Des consultations auprès du Conseil interprofessionnel et des ordres ont été menées et le nouveau Règlement sur le rapport annuel d'un ordre professionnel est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008.

**2. Assurer le transfert de l'expertise et le développement des compétences du personnel**

L'Office s'est également doté d'un plan de développement des compétences du personnel basé sur les besoins de développement individuel de même que sur les besoins de l'organisation. L'ensemble de ceux-ci est révisé annuellement et la direction de l'Office se donne des priorités organisationnelles. L'Office investit plus de 2% de sa masse salariale pour le développement des compétences de son personnel.

**Objectifs du prochain plan stratégique de l'Office des professions du Québec**

Au cours de l'année 2008-2009, la direction de l'Office a entamé ses démarches en vue d'élaborer son prochain plan stratégique. Sa réflexion a porté notamment sur les enjeux qui interpellent le système professionnel, sur les différents facteurs qui influencent le contexte dans lequel exercent les professionnels notamment à l'égard de la mobilité de la main-d'œuvre ainsi que sur la vision d'un système professionnel en constante évolution et soucieux d'assurer la protection du public au XXI<sup>e</sup> siècle.

L'Office travaille présentement à préciser les axes d'intervention, les objectifs stratégiques et les indicateurs de résultats qui guideront ses actions pour la période 2009 – 2012 et les fera connaître à son personnel, aux intervenants du système professionnel et à ses partenaires gouvernementaux d'ici l'automne 2009.

P.91 Pour les années 2007-2008 et 2008-2009, indiquer :

- A) LA LISTE DES EMPLOYÉS DE L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC AINSI QUE LEUR RÉMUNÉRATION EN INDIQUANT LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
- B) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LES DATES DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT;
- C) LA LISTE DES PERSONNES ET MEMBRES QUI ONT ÉTÉ NOMMÉS EN INDIQUANT LEUR NOM, LEUR TITRE ET LA DATE DU DÉBUT ET DE LA FIN DE LEUR MANDAT, LE CAS ÉCHÉANT.

- a) Année 2007-2008 Annexe 1  
Année 2008-2009 Annexe 2

b) Aucun

c) Liste des membres qui ont été nommés :

NOM	TITRE	DÉBUT MANDAT	FIN MANDAT
M James Archibald	Membre de l'Office des professions du Québec	2008-06-18	2009-10-02

**P. 91 : ANNEXE 1**

**Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec**

**Période du 1<sup>er</sup> avril 2007 au 31 mars 2008**

Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
AUDET	MARIELLE	CONS. GESTION RESS. HUM., CL. 1	47 928,00 \$	68 069,00 \$	2006-10-23	
AUGER	MÉLANIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	34 846,00 \$	37 494,00 \$	2004-06-21	2009-06-26
BOISSONNEAULT	LUCIE	AGENTE DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	1997-04-01	
BOURQUE	DOROTHÉE-ANNE	AVOCATE	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2000-12-01	
CARRIER	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	1988-09-12	
CHAILLEZ	UGO	AVOCAT	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2005-02-14	
CHAUMEL	CHRISTINE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	34 846,00 \$	37 494,00 \$	1989-01-16	
CHOUNARD	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	33 038,00 \$	47 100,00 \$	2003-06-10	
DESROSIERS	MAUDE	AGENTE DE BUREAU	29 020,00 \$	35 996,00 \$	2007-05-09	2007-08-03
DIONNE	SYLVIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	34 846,00 \$	37 494,00 \$	2001-06-01	
DUSABLON	DANIEL	TECH. INFORMATIQUE	33 038,00 \$	47 100,00 \$	2005-03-07	Temp. 2007-11-28
FERLAND	PIERRE	AVOCAT	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2000-02-07	
FORTIN	HÉLÈNE	AVOCATE	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2004-02-18	
GAGNÉ	MONIA	TECH. EN DROIT	29 221,00 \$	43 831,00 \$	2004-01-05	
GARNIER	ANTOINE	AVOCAT	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2005-11-21	2010-11-26
HUDON	JULIE	AVOCATE	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2006-01-09	
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	AVOCAT	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2008-03-25	2008-09-26
LAFRANCE	LISE	AGENTE DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	2000-04-03	
LAROSE	CARMEN	TECH. ADMINISTRATION	29 458,00 \$	44 270,00 \$	2003-10-14	
LEBLANC	GINA	AVOCATE	42 448,00 \$	96 846,00 \$	2004-01-19	
LEFEBVRE	DIANE	PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS	30 517,00 \$	39 083,00 \$	1991-12-16	
LEFEBVRE	SUZANNE	AGENTE DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	2006-09-18	



Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
LEMIEUX	ANNE-MARIE	TECH. ADMINISTRATION	29 458,00 \$	44 270,00 \$	1990-08-06	
LESAGE	FRANCE	AVOCATE	42 448,00 \$	96 846,00 \$	1991-09-30	
LESSARD	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	2004-02-16	
MARTINEAU	DENISE	BIBLIOTHECNIENNE	29 604,00 \$	44 270,00 \$	1991-06-17	
MATHIEU	LUCIE	TECH. ADMINISTRATION	29 458,00 \$	44 270,00 \$	1993-04-26	
MORENCY	GEORGETTE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	34 846,00 \$	37 494,00 \$	2001-05-02	
MORIN	LYNN	TECH. ADMINISTRATION	29 458,00 \$	44 270,00 \$	2001-05-07	
OUELLETTE	MÉLANIE	AGENTE DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	2007-08-15	
PLANTE	YVES	TECH. EN DROIT	29 221,00 \$	43 831,00 \$	1992-01-15	Retraite 2007-08-14
PLANTE	YVES	TECH. ADMINISTRATION	29 458,00 \$	44 270,00 \$	1991-10-28	
POISSON	JEAN-MARTIN	AVOCAT	42 448,00 \$	96 846,00 \$	1999-08-02	
POITRAS	LINE	AGENTE DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	1991-08-19	
RÉMILLARD	ROSAIRE	AGENT DE RECHERCHE	35 904,00 \$	68 069,00 \$	1992-01-06	Retraite 2007-05-01
VACHON	SYLVIE	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5	45 420,00 \$	49 018,00 \$	1993-02-15	
VAILLANCOURT	NATHALIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	34 846,00 \$	37 494,00 \$	2001-10-15	

#### Liste du personnel d'encadrement

Nom	Prénom	Fonction	Traitement	Mandat	
				Date de début	Date de fin
DUBOIS	HÉLÈNE	CADRE	91 759,00 \$	2007-05-28	
PAQUET	JEAN-FRANÇOIS	CADRE JURIDIQUE	100 477,00 \$	2008-03-28	
RENY	CHRISTIAN	CADRE	91 759,00 \$	1996-01-03	
RINFRET	MARIE	CADRE JURIDIQUE	121 057,00 \$	2003-12-01	2007-06-22
SPARER	MICHEL	CADRE	91 759,00 \$	1989-08-14	

**P. 91 : ANNEXE 2**

**Liste des membres du personnel de l'Office des professions du Québec**

**Période du 1<sup>er</sup> avril 2008 au 31 mars 2009**

Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
AUDET	MARIELLE	CONS. GESTION RESS. HUM., CL. 1	48 887,00 \$	69 430,00 \$	2006-10-23	
AUGER	MÉLANIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	35 960,00 \$	38 243,00 \$	2004-06-21	
BEAUMONT	STÉPHANIE	TECHNICIENNE EN DROIT	29 805,00 \$	44 708,00 \$	2008-05-01	2010-03-31
BIGWANEZA	PIERRE-CÉLESTIN	AGENT DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2009-02-09	
BOISSONNEAULT	LUCIE	AGENTE DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	1997-04-01	
BOULET	JACQUES	AGENT VÉRIFICATEUR	29 805,00 \$	44 708,00 \$	2009-01-26	
BOURQUE	DOROTHÉE-ANNE	AVOCATE	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2000-12-01	2008-07-02
BOUTIN	MARIE-JOSÉE	AGENTE DE BUREAU	29 951,00 \$	36 709,00 \$	2008-10-06	2010-04-02
CARRIER	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	1988-09-12	
CHAILLEZ	UGO	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2005-02-14	
CHAUMEL	CHRISTINE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	35 960,00 \$	38 243,00 \$	1989-01-16	
CHOUINARD	CLAUDE	TECH. INFORMATIQUE	33 695,00 \$	48 050,00 \$	2003-06-10	2008-05-05
DENNIE	JOHN	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2008-07-02	2008-12-08
DIONNE	SYLVIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	35 960,00 \$	38 243,00 \$	2001-06-01	2008-08-22
DUSABLON	DANIEL	TECH. INFORMATIQUE, CL. 5	43 028,00 \$	52 926,00 \$	2005-03-07	
FERLAND	PIERRE	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2000-02-07	
FORTIN	HÉLÈNE	AVOCATE	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2004-02-18	
GAGNÉ	MONIA	TECH. EN DROIT	29 805,00 \$	44 708,00 \$	2004-01-05	
GARNIER	ANTOINE	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2005-11-21	
HUDON	JULIE	AVOCATE	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2006-01-09	
HUNLÉDÉ	JEAN-LUC AYIKOÉ	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2008-03-25	2011-03-30

Nom	Prénom	Fonction	Échelle de traitement		Mandat	
			Minimum	Maximum	Date de début	Date de fin
LAFRANCE	LISE	AGENTE DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2000-04-03	
LAROSE	CARMEN	TECH. ADMINISTRATION	30 061,00 \$	45 146,00 \$	2003-10-14	
LEBLANC	GINA	AVOCATE	43 297,00 \$	98 783,00 \$	2004-01-19	
LEFEBVRE	DIANE	PRÉPOSÉE AUX RENSEIGNEMENTS	31 522,00 \$	39 868,00 \$	1991-12-16	
LEFEBVRE	SUZANNE	AGENTE DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2006-09-18	
LEMIEUX	ANNE-MARIE	TECH. ADMINISTRATION	30 061,00 \$	45 146,00 \$	1990-08-06	
LESAGE	FRANCE	AVOCATE	43 297,00 \$	98 783,00 \$	1991-09-30	
LESSARD	DENIS	AGENT DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2004-02-16	
MANOUKIAN	LAURENCE	AGENTE DE BUREAU	29 951,00 \$	36 709,00 \$	2008-06-16	2008-08-01
MARTINEAU	DENISE	BIBLIOTHECNIENNE	30 353,00 \$	45 146,00 \$	1991-06-17	
MATHIEU	LUCIE	TECH. ADMINISTRATION	30 061,00 \$	45 146,00 \$	1993-04-26	
MORENCY	GEORGETTE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	35 960,00 \$	38 243,00 \$	2001-05-02	
MORIN	LYNN	TECH. ADMINISTRATION	30 061,00 \$	45 146,00 \$	2001-05-07	
MOURA	CÉLINE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	30 481,00 \$	35 229,00 \$	2008-09-15	2009-02-20
OUELLETTE	MÉLANIE	AGENTE DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2007-08-15	
PLANTE	YVES	TECH. ADMINISTRATION	30 061,00 \$	45 146,00 \$	1991-10-28	
POISSON	JEAN-MARTIN	AVOCAT	43 297,00 \$	98 783,00 \$	1999-08-02	2008-04-14
POITRAS	LINE	AGENTE DE RECHERCHE	36 622,00 \$	69 430,00 \$	1991-08-19	
ROCHELEAU	CAROLE	AGENTE D'INFORMATION	36 622,00 \$	69 430,00 \$	2008-07-14	
VACHON	SYLVIE	TECH. ADMINISTRATION, CL. 5	46 333,00 \$	50 004,00 \$	1993-02-15	2009-01-16
VAILLANCOURT	NATHALIE	AGENTE DE SECRÉTARIAT	35 960,00 \$	38 243,00 \$	2001-10-15	

**Liste du personnel d'encadrement**

Nom	Prénom	Fonction	Traitement	Mandat	
				Date de début	Date de fin
DUBOIS	HÉLÈNE	CADRE	93 594,00 \$	2007-05-28	
PAQUET	JEAN-FRANÇOIS	CADRE JURIDIQUE	102 487,00 \$	2008-03-28	
RENY	CHRISTIAN	CADRE	93 594,00 \$	1996-01-03	2008-07-31
SPARER	MICHEL	CADRE	93 594,00 \$	1989-08-14	2008-07-31

**P.92 Nombre, nature et résultat des plaintes acheminées à l'Office des professions du Québec et nombre de cas portés devant les ordres professionnels concernés avec une brève explication sur la nature de chaque affaire et son cheminement dans le processus, et ce, pour 2007-2008 et 2008-2009.**

---

Le Code des professions (L.R.Q., c. C-26) a prévu un certain nombre de recours pour le public en matière professionnelle et a désigné certaines entités pour traiter ces recours au sein des ordres eux-mêmes. Ainsi, le public peut s'adresser au Syndic de l'ordre, au Comité de révision de l'ordre, et au Conseil de discipline de l'ordre. Enfin, pour faire appel d'une décision du Conseil de discipline, le plaignant, tout comme le professionnel, peuvent faire appel, en dernier ressort, au Tribunal des professions composé de juges de la Cour du Québec.

L'Office des professions du Québec n'apparaît pas dans la chaîne des recours formels prévus à la loi. L'organisme n'a donc pas autorité pour infléchir ou renverser les décisions des entités auxquelles la loi a attribué compétence pour enquêter ou juger.

Il arrive toutefois que des personnes s'adressent à l'Office des professions pour exprimer leur préoccupation ou leur insatisfaction à propos des recours qu'ils ont exercés. L'Office reçoit et traite ces demandes en respectant le cadre limité de son mandat en cette matière. Il joue plutôt un rôle de facilitateur, dans l'esprit de permettre aux personnes qui s'adressent à lui d'exercer leurs recours normalement auprès des instances compétentes.

À cette fin, l'Office veille principalement à donner à ses correspondants les renseignements nécessaires à une bonne compréhension de leur situation et à canaliser leurs actions vers les mécanismes du système professionnel. Il veille également à favoriser le retour à une communication utile entre le correspondant et l'ordre concerné lorsqu'il y a problème à cet égard. Ce faisant, l'Office n'intervient pas quant au fondement de la demande. Il se limite à vérifier que les personnes concernées font face à un processus normal ou que l'ordre est sensibilisé à un aspect apparemment anormal et y remédie.

Les interventions de l'Office consistent à entrer en contact avec l'ordre pour le sensibiliser au besoin d'information d'un correspondant de même que pour rappeler les dispositions du Code des professions (articles 123 et 123.1) prévoyant certaines mesures d'information. Pour s'assurer du suivi de l'intervention, l'Office informe le plaignant de sa démarche en l'invitant à lui signaler la persistance du problème au-delà d'un délai donné qui est fixé en fonction de la situation à résoudre.

L'Office n'étant pas un point de passage obligé pour l'exercice des recours, les données relatives aux plaintes reçues ne constituent pas un portrait exhaustif des problématiques vécues dans le système. Elles ne permettent pas d'établir des comparaisons de performance entre les 45 ordres. Les situations sont en effet trop variables d'un ordre à l'autre quant au nombre des membres et surtout quant à la nature de l'activité.

On peut néanmoins dégager certaines données indicatives du volume et de la nature des plaintes dont l'Office est saisi. Ces données sont calculées au 31 mars 2009.

L'Office a reçu et traité 171 plaintes écrites en 2007-2008 et 103 en 2008-2009.

Plusieurs de ces plaintes concernent des insatisfactions qui ne nécessitent pas toujours l'intervention de l'Office ou encore, peuvent se régler par une explication fournie par téléphone.

Néanmoins, il arrive que l'Office doive intervenir auprès d'un ordre pour favoriser le retour à une communication normale entre l'ordre et le plaignant ou pour assurer la progression du dossier dans les délais prévus. Ainsi, en 2007-2008, l'Office est intervenu 50 fois auprès des ordres professionnels et à 61 reprises en 2008-2009.

Généralement, ce qui amène le public à se plaindre à l'Office concerne les sujets suivants :

SUJETS	2007-2008	2008-2009
RÉPONSE DU SYNDIC (TENEUR, ATTITUDE)	23%	30%
PLAINTÉ CONTRE UN PROFESSIONNEL	14%	23%
DIVERS	12%	11%
RÉPONSE DU SYNDIC (RETARD)	20%	9%
DÉCISION DU CONSEIL DE DISCIPLINE	5%	7%
RÉPONSE DU COMITÉ DE RÉVISION	9%	6%
CONCILIATION/ARBITRAGE D'HONORAIRES	7%	6%
ADMISSION, RÉADMISSION, ÉQUIVALENCE	5%	3%
PLAINTÉ D'UN PROFESSIONNEL À L'ÉGARD DE SON SYNDIC	1%	3%
INDEMNISATION/ASSURANCE	1%	1%
INSPECTION PROFESSIONNELLE	1%	1%

De plus, l'Office reçoit et traite chaque année de nombreux appels téléphoniques concernant principalement des demandes de renseignements. Toutes ces actions sont menées dans l'esprit de la Déclaration de services aux citoyens de l'Office.

**P.93** Copie de la partie accessible au public de tous les mémoires au Conseil des ministres à l'égard desquels l'Office des professions a émis des commentaires et nature de ces commentaires.

---

Au cours de l'exercice 2008-2009, aucune demande de commentaires n'a été transmise à l'Office relativement aux mémoires au Conseil des ministres.

Seize (16) ordres professionnels ont déposé des modifications à leur code de déontologie au cours de l'exercice 2008-2009.

Six (6) ont été publiés, à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec*. Il s'agit du Barreau du Québec, de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec, de la Chambre des huissiers de justice du Québec, de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec et de l'Ordre des technologues en radiologie du Québec.

Dix (10) sont entrés en vigueur. Il s'agit de l'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec, de l'Ordre des dentistes du Québec, de l'Ordre des denturologistes du Québec, de l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec, de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, de l'Ordre des inhalothérapeutes du Québec, de l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, de l'Ordre des optométristes du Québec, de l'Ordre des pharmaciens du Québec et de l'Ordre des psychologues du Québec.



---

P.95 et P.100

**Nom des ordres professionnels ayant déposé des modifications à leur réglementation pour l'exercice de leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou au sein d'une société par actions en indiquant à quelle étape du processus où ces ordres sont rendus.**

---

Trois (3) ordres professionnels ont un règlement pour l'exercice de leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou au sein d'une société par actions qui a été publié à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec* au cours de l'exercice 2008-2009. Il s'agit de l'Ordre des huissiers de justice du Québec, l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec et de l'Ordre des technologues en radiologie du Québec.

Cinq (5) ordres professionnels ont un règlement pour l'exercice de leurs activités professionnelles au sein d'une société en nom collectif à responsabilité limitée ou au sein d'une société par actions qui est entré en vigueur au cours de l'exercice 2008-2009. Il s'agit de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec, l'Ordre des denturologistes du Québec, l'Ordre des médecins vétérinaires du Québec, l'Ordre des optométristes du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec.

En date du 15 avril 2009, voici l'état de la réglementation depuis l'adoption du projet de loi no 14 sanctionné le 14 juin 2006 :

Vingt-six (26) ordres professionnels ont déposé des modifications réglementaires pour faciliter la reconnaissance des compétences étrangères en vertu de **l'article 93 c. 1 du Code des professions**. De ce nombre, neuf (9) ont été publiés à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec*. Il s'agit de l'Ordre des administrateurs agréés du Québec, de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec, de l'Ordre des diététistes du Québec, de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, du Collège des médecins du Québec, de l'Ordre des optométristes du Québec, de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec, de l'Ordre des technologues professionnels du Québec et de l'Ordre des travailleurs sociaux du Québec.

Dix-sept (17) sont entrés en vigueur. Il s'agit de l'Ordre des agronomes du Québec, de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec, de l'Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec, de l'Ordre des denturologistes du Québec, de la Chambre des huissiers de justice du Québec, de l'Ordre des hygiénistes dentaires du Québec, de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, de l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec, de l'Ordre des inhalothérapeutes du Québec, de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, de l'Ordre des pharmaciens du Québec, de l'Ordre de la physiothérapie du Québec, de l'Ordre des podiatres du Québec, de l'Ordre des psychologues du Québec, de l'Ordre des sages-femmes du Québec, de l'Ordre des technologistes médicaux du Québec et de l'Ordre des technologues en radiologie du Québec.

Trois (3) ordres professionnels ont déposé des modifications réglementaires pour déterminer les autorisations légales d'exercer une profession hors du Québec qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste de l'ordre en vertu de **l'article 94 q du Code des professions**. De ce nombre, deux (2) ont été publiés à titre de projet, à la *Gazette officielle du Québec*. Il s'agit de l'Ordre des optométristes du Québec et de l'Ordre des travailleurs sociaux du Québec. Un (1) est entré en vigueur. Il s'agit de l'Ordre des comptables en management accrédités du Québec.

Un (1) ordre professionnel a déposé des modifications réglementaires pour établir des permis spéciaux en vertu de **l'article 94 r du Code des professions**. Il s'agit du Barreau du Québec dont le règlement est entré en vigueur.

### **Mise à jour du système : le plan d'action ministériel**

En novembre 1999, la ministre responsable de l'application des lois professionnelles a rendu public un plan d'action visant la mise à jour du système professionnel. Ce plan tient compte de l'avis que l'Office des professions avait donné sur le sujet en 1997 et des réflexions suscitées depuis. Il vise également à ce que le système professionnel dispose, le plus possible, des moyens nécessaires pour prendre acte des besoins que provoque l'évolution de notre société moderne à tous les points de vue et qu'il soit capable d'y adapter ses mécanismes.

Le plan d'action comporte six projets qui répondent chacun à des attentes clairement exprimées par les principaux intervenants et partenaires du système. Quatre concernent l'ensemble du système professionnel alors que deux ont une portée sectorielle.

Chaque projet s'articule également autour de trois objectifs, soit :

- l'assouplissement et l'allègement du cadre réglementaire;
- l'efficacité accrue des mécanismes de protection du public prévus par le Code des professions;
- la plus grande ouverture des milieux professionnels à la coexistence de plusieurs disciplines (multidisciplinarité) et à la mise en commun de leurs compétences respectives (interdisciplinarité).

#### **Projet 1 – L'allègement du cadre réglementaire des professions et de son processus d'adoption**

Un premier groupe de travail constitué principalement de représentants des ordres professionnels s'est consacré à réviser les diverses dispositions législatives édictant les obligations faites aux ordres en vue de faciliter et de rendre plus efficace l'accomplissement de leur mission. Les travaux se sont échelonnés sur deux ans. Les orientations envisagées ont fait l'objet d'une consultation générale des ordres sur divers sujets, notamment sur un allègement des processus réglementaires, un meilleur contrôle des candidats à l'exercice de la profession et des membres de l'ordre, ainsi que sur des mesures mieux adaptées aux impératifs de mobilité des professionnels. Le rapport du groupe de travail proposait près de deux cents recommandations dont la plupart appelaient des modifications au Code des professions.

Au printemps 2003, des consultations auprès des ordres professionnels ont été effectuées. Cet exercice a permis de constater l'adéquation entre les modifications suggérées au Code et les recommandations formulées. D'ailleurs, le législateur a donné suite à certaines recommandations dans le cadre de l'adoption du P.L. 41 - *Loi modifiant le Code des professions*, sanctionnée le 17 juin 2004. Pour mémoire, cette Loi permet notamment au Conseil d'administration d'un ordre, ou à un comité qu'il crée à cet effet, dans les cas qui nécessitent une intervention urgente en vue de protéger le public, de radier provisoirement un professionnel ou de suspendre ou limiter provisoirement son droit d'exercer des activités professionnelles, lorsque l'état physique ou psychique de celui-ci est incompatible avec l'exercice de la profession.

Puis en 2004 et 2005, l'Office a mené d'autres travaux et effectué de nouvelles consultations auprès des ordres professionnels, du Conseil interprofessionnel du Québec et de certains partenaires. Ceux-ci avaient pour but de revoir l'ensemble des recommandations formulées par le groupe de travail et de les actualiser en fonction de l'évolution des besoins du système professionnel en matière de protection du public. En 2006, le résultat de tous ces travaux a été soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles et le 13 décembre 2006, le Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no 56) était présenté à l'Assemblée nationale. Toutefois, les travaux de la 37<sup>e</sup> législature ont pris fin en février 2007.

En 2007-2008, à la demande du ministre responsable de l'application des lois professionnelles un nouveau projet, reprenant pour l'essentiel le contenu du P.L. no 56, lui a été soumis. Ainsi le Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no 75) a été présenté à l'Assemblée nationale. La Loi a été adoptée le 4 juin 2008 et est entrée en vigueur le 15 octobre 2008 à l'exception de quelques dispositions qui sont entrées en vigueur le 31 janvier 2009.

Les travaux relatifs au Projet 1 sont maintenant complétés.

## **Projet 2 – L'amélioration des mécanismes de contrôle : l'inspection et la discipline**

Un autre groupe de travail, constitué dans le même esprit que pour le projet précédent, s'est penché sur les améliorations à apporter aux principaux mécanismes de contrôle de l'exercice professionnel, soit l'inspection professionnelle et la discipline.

Plus précisément, les recommandations visaient à rendre le bureau du syndic mieux organisé, plus cohérent et mieux outillé et à rendre le conseil de discipline plus efficace et rapide. De même, il était recommandé que le Code permette au syndic dans les cas où il le juge pertinent, de sa propre initiative ou suite à une demande du comité d'inspection, de divulguer toute information au comité d'inspection pour assurer la protection du public et, à l'inverse, permettre au comité d'inspection dans les cas où il le juge pertinent, de sa propre initiative ou suite à une demande, de divulguer toute information au syndic pour les mêmes fins.

Les réflexions, consultations et révisions, le cas échéant, ont été menées en suivant le même modèle mentionné ci-haut et les propositions de modifications au Code des professions qui y sont rattachées ont été introduites au Projet de loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives (P.L. no<sup>o</sup> 75), lequel est entré en vigueur le 15 octobre 2008.

Notons toutefois, que le Projet de loi no<sup>o</sup> 45 – *Loi modifiant la Loi sur le Barreau et le Code des professions*, sanctionné le 18 décembre 2007, a introduit de nouvelles règles au Code des professions en matière de discipline. La Loi prévoit dorénavant qu'est irrecevable une plainte disciplinaire portée contre une personne qui exerce une fonction prévue au Code ou à une loi constituant un ordre en raison d'actes accomplis dans l'exercice de cette fonction et permet la présentation de requêtes préliminaires demandant le rejet de plaintes abusives, frivoles ou manifestement mal fondées, de même que la possibilité de tenir des conférences de gestion. Également, le P.L. no 12, sanctionné le 4 décembre 2007, hausse de façon substantielle le montant des amendes disciplinaires et pénales.

Ce projet est donc également complété.

## **Projet 3 – De nouvelles formes juridiques pour l'exercice des professions**

En 2001, l'Assemblée nationale sanctionnait le Projet de loi no 169 permettant aux professionnels d'exercer des activités professionnelles au sein d'une société par actions ou en nom collectif à responsabilité limitée, à condition que leur ordre encadre cette pratique par règlement prévoyant, notamment les normes relatives à la détention d'actions ou de parts, les informations à transmettre et l'assurance responsabilité professionnelle que doit détenir et maintenir la société en guise de contrepartie à la suppression du droit de faire appel au patrimoine de chacun des professionnels du groupe, étranger ou pas à l'acte fautif. Du reste, la Loi laisse intactes l'imputabilité individuelle et la responsabilité de chaque professionnel, en regard des activités qu'il accomplit lui-même ou sous sa supervision.

Ainsi habilités, plusieurs ordres professionnels ont examiné les conditions à prévoir pour l'autorisation y incluant les adaptations aux règles déontologiques requises, quant à la dénomination sociale et aux honoraires notamment.

Présentement, douze règlements sont en vigueur, soit ceux régissant les comptables agréés, les avocats, les notaires, les comptables généraux licenciés, les médecins, les arpenteurs-géomètres, les optométristes, les conseillers et conseillères d'orientation et les psychoéducateurs et psychoéducatrices, les dentistes, les pharmaciens, les médecins vétérinaires et les denturologistes.

Dans le cadre d'un objectif continu, l'Office poursuit le travail amorcé avec d'autres ordres intéressés, aux fins de l'élaboration de leur règlement en cohérence avec l'ensemble de leurs obligations déontologiques.

L'objectif premier du Projet 3 est donc atteint.

## Projet 4 – Soupeser les bénéfices nets du système professionnel

Le quatrième projet vise à doter le système d'un outil de mesure pour en arriver à évaluer ses bénéfices nets pour la population. À cette fin, l'Office a demandé à un économiste d'identifier les paramètres d'analyse qui permettront d'en dégager les avantages socio-économiques. Les travaux ont permis de développer un cadre d'analyse des facteurs à considérer pour une évaluation avantages-coûts. Cet exercice a toutefois fait ressortir que l'évaluation de ces avantages se heurte à de nombreuses difficultés conceptuelles et factuelles de sorte que l'Office n'a pas poursuivi la réalisation de ce projet.

## Projet 5 – Révision des champs de pratique

### □ Révision du champ de pratique des ingénieurs

En avril 2001, l'Office a produit un document de travail proposant quatre orientations de base devant servir à la révision de la *Loi sur les ingénieurs*. Rappelons que l'Ordre des ingénieurs fait valoir depuis plusieurs années un décalage important entre l'exercice moderne du génie et la Loi qui en régit la pratique. Les orientations proposées sont de :

1. définir un champ descriptif de la pratique des ingénieurs tenant compte des méthodes propres à ce domaine ;
2. définir des activités réservées non pour l'ensemble du génie mais par domaine d'intervention ;
3. d'identifier, à partir des actes réservés, les exceptions permettant aux autres professionnels d'exercer leurs compétences ;
4. d'assouplir l'exercice du génie en entreprise par le recours aux technologues.

Sur la base de ces recommandations l'Ordre des ingénieurs et l'Ordre des technologues professionnels ont accepté que soit confié à un comité d'experts le soin d'analyser ces orientations et de proposer des voies de mise en œuvre. Une première réunion de ce comité s'est tenue en juillet 2001 et n'a pas permis de faire progresser la réflexion. Par la suite, l'Office a retenu les services d'un consultant pour effectuer des recherches en vue de documenter et préciser davantage les orientations soumises.

En décembre 2003, l'Office a vérifié auprès de l'Ordre des ingénieurs son intérêt à reprendre l'exercice en vue de réviser le champ d'exercice des ingénieurs à partir des travaux réalisés par le consultant. La proposition de l'Office visait également à augmenter de trois à cinq le nombre de membres du Comité d'experts, soit trois ingénieurs et deux technologues professionnels.

Depuis des études et des analyses d'envergure ont été effectuées afin d'alimenter les travaux du comité. Celui-ci s'est réuni à 56 reprises entre avril 2004 et décembre 2006 dont 36 réunions régulières et 9 journées consacrées à des rencontres avec des témoins experts. Par ailleurs, des consultations ont été menées auprès des ordres concernés et du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport concernant les différents programmes d'études collégiales dans le domaine des technologies. Au terme de leurs travaux, les experts ont complété leur rapport en février 2007.

L'Office a mené par la suite, à la demande du ministre responsable de l'application des lois professionnelles, une consultation auprès de l'Ordre des ingénieurs et de l'Ordre des technologues professionnels sur la base du rapport du comité d'expert. Les commentaires alors recueillis ont mis en relief la problématique liée à l'interdisciplinarité dans le domaine des sciences appliquées et des technologies. Notons également que certains des ordres d'exercice exclusif appartenant au secteur du génie et de l'aménagement<sup>4</sup> réclament que le champ d'exercice réservé à leurs membres soit modernisé.

<sup>4</sup> Ordre des agronomes du Québec, Ordres des architectes du Québec, Ordre des arpenteurs-géomètres, Ordre des chimistes du Québec, Ordre des géologues du Québec, Ordre ingénieurs du Québec, Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

Devant ce constat, l'Office a mandaté une personne-ressource afin qu'il accompagne les Ordres concernés dans une démarche visant à élaborer une dynamique de coexistence et de collaboration interprofessionnelle respectueuse des connaissances et des compétences de chacun et de la protection du public. Les discussions se sont amorcées à l'automne 2008 et devraient se poursuivre en 2009-2010.

#### ❑ Révision du champ de pratique des architectes

La *Loi sur les architectes* a été modifiée par l'Assemblée nationale en décembre 2000. Cette révision avait pour but de remplacer les normes désuètes, et trop restrictives selon certains, qui balisaient alors le domaine d'intervention de l'architecte. La Loi a ainsi libéralisé, dans une certaine mesure, la pratique de l'architecture là où d'autres règles offrent les garanties nécessaires pour la protection du public. Elle prévoit à l'article 5.1 l'obligation pour l'Ordre des architectes d'autoriser des personnes autres que des architectes à exercer certaines activités réservées aux architectes, selon un mécanisme réglementaire d'application connue au sein du système professionnel.

La Loi prévoyait également qu'un rapport ministériel devait être présenté à l'Assemblée nationale dans les deux ans de son entrée en vigueur, soit en décembre 2002. Le rapport déposé à l'Assemblée nationale mentionnait notamment qu'aucun règlement n'avait été adopté par l'Ordre des architectes et qu'aucun jugement ne pouvait par conséquent être porté quant à l'application du mécanisme d'autorisation d'acte. Un projet préliminaire de règlement transmis à l'Office s'est révélé nettement insuffisant en ce qu'il n'autorisait véritablement aucun acte professionnel à qui que ce soit.

Une Commission parlementaire s'est tenue en février 2003 sur cette question sans qu'aucun consensus ne puisse être dégagé sur les modifications à apporter. Les architectes se sont montrés opposés à tout nouveau partage de leur domaine d'exercice professionnel exclusif alors que d'autres intervenants dont l'Union des producteurs agricoles a demandé une libéralisation totale en ce qui a trait aux bâtiments agricoles. Quant aux designers d'intérieur, ils ont réclamé le retrait du design d'intérieur du champ de l'architecture.

Dans un objectif de favoriser la progression de ce dossier, l'Office a demandé à des experts de procéder à des études et analyses aux fins d'évaluer la formation des techniciens oeuvrant dans le domaine de l'architecture. Un comité a été mis sur pied et celui-ci a remis son rapport au président de l'Office en mars 2006. Puis, un deuxième comité, composé d'architectes reconnus pour leur expertise, a été formé afin cette fois de procéder à une analyse à l'égard de la formation des architectes. Les travaux des experts se sont finalisés en octobre 2007 par la remise de leur rapport. Par la suite, l'Ordre des architectes et de l'Ordre des technologues professionnels ont pris connaissance de ces deux rapports.

Depuis, l'Office a mandaté une personne-ressource afin qu'il accompagne les Ordres du domaine des sciences appliquées et des technologies dans une démarche visant à élaborer une dynamique de coexistence et de collaboration interprofessionnelle respectueuse des connaissances et des compétences de chacun et de la protection du public. Les discussions se sont amorcées à l'automne 2008 et devraient se poursuivre en 2009-2010.

### **Projet 6 – La mise à jour de l'organisation professionnelle du secteur de la santé et des relations humaines**

#### **Premier rapport : Les soins de santé physiques et le secteur public**

Plus de la moitié des professions réglementées en vertu du *Code des professions* sont liées au domaine de la santé (26/45). Pour la plupart, leur champ d'exercice a été décrit en 1973 et n'avait pas été substantiellement revu depuis. La révision de ces champs était donc nécessaire, non seulement afin d'éliminer certaines barrières liées à leur définition, mais surtout, pour tenir compte de l'évolution considérable des connaissances des professionnels, des techniques, des façons de faire ainsi que des besoins des milieux.

En novembre 1999, le Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines a été mis sur pied pour examiner la situation et présenter des solutions. Il a remis un premier rapport (rapport Bernier) en décembre 2001. Celui-ci recommandait notamment des modifications aux champs d'exercice des professionnels œuvrant dans le réseau public de la santé: diététistes, ergothérapeutes, infirmières et infirmiers, infirmières et infirmiers auxiliaires, inhalothérapeutes, médecins, orthophonistes et audiologistes, pharmaciens, physiothérapeutes, technologues médicaux, technologues en radiologie.

À la suite de ce rapport, l'Office a reçu le mandat de procéder à une consultation et de proposer des modifications législatives faisant en sorte que la mise à jour des champs d'exercice professionnel permette l'évolution des pratiques et crée un contexte favorable à la multidisciplinarité.

La Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé (2002, chapitre 33) a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en juin 2002. Ses principales dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2003, à la suite d'un décret gouvernemental.

L'entrée en vigueur de la Loi a entraîné des effets sur la réglementation. Ainsi, des modifications ont été apportées à certains règlements déjà en vigueur et d'autres règlements ont dû être élaborés par les ordres concernés. Il s'agit notamment des règlements à l'égard des activités pouvant être exercées par les électrophysiologistes et les perfusionnistes ainsi que ceux permettant un rôle accru aux infirmières et infirmiers, particulièrement à l'égard de la pratique spécialisée en néonatalogie, en néphrologie, en cardiologie et en soins de première ligne.

Également, sont entrés en vigueur le règlement adopté par l'Ordre des infirmières et infirmiers visant à permettre aux infirmières et infirmiers auxiliaires d'exercer des activités relatives aux soins d'une trachéotomie et le règlement de l'Ordre de la physiothérapie relatif à l'utilisation par le physiothérapeute d'aiguilles sous le derme pour atténuer l'inflammation en complément de l'utilisation d'autres moyens, à la condition qu'une attestation de formation lui ait été délivrée par l'Ordre.

Quant aux suites du rapport du Comité chargé de conseiller l'Office sur la contribution des infirmières et infirmiers auxiliaires à la thérapie intraveineuse, l'Office a soutenu l'Ordre des infirmières et infirmiers et l'Ordre des infirmières et infirmiers auxiliaires dans la préparation de la réglementation pertinente. Le Règlement sur certaines activités professionnelles pouvant être exercées par une infirmière auxiliaire ou un infirmier auxiliaire est entré en vigueur en mai 2008.

## **Deuxième rapport : Les soins de santé mentale, les relations humaines et le secteur privé**

### **□ Volet Santé mentale et relations humaines**

Les problématiques liées au secteur des soins de santé mentale et des relations humaines ne sont pas de même nature que celles identifiées dans le domaine des soins de santé physique. Par exemple, la problématique du cloisonnement des champs d'exercice n'est pas ici présente puisque les professions qui œuvrent dans ce domaine n'ont pas de champ d'exercice exclusif.

Rappelons que les recommandations contenues au deuxième rapport du Groupe de travail ministériel (rapport Bernier) ont soulevé plusieurs questions. L'Office a donc procédé, à l'automne 2002, à une consultation auprès des ordres professionnels concernés<sup>5</sup>, des établissements du réseau de la santé et des services sociaux ainsi qu'auprès de certains organismes gouvernementaux responsables du respect des droits des citoyens.

On retient de ces consultations que des étapes de travail restaient à franchir avant d'élaborer un projet de loi visant à moderniser la pratique professionnelle dans ce domaine. Les recommandations contenues au rapport ne pouvaient donc être traduites en termes juridiques telle que présentées.

<sup>5</sup> Collège des médecins, Ordre des conseillers et conseillères d'orientation et psychoéducateurs et psychoéducatrices, Ordre des ergothérapeutes, Ordre des infirmières et infirmiers, Ordre des psychologues, Ordre des travailleurs sociaux.

Après avoir validé auprès des ordres professionnels concernés leurs attentes quant à la poursuite des travaux, l'Office a proposé un plan d'action en vue de revoir la pertinence et le cas échéant d'actualiser les recommandations du 2<sup>e</sup> rapport du Groupe de travail ministériel.

Afin de conseiller l'Office à cet égard, un groupe d'experts en santé mentale a été formé. Sous la présidence de Dr Jean-Bernard Trudeau, le groupe était composé d'un noyau de sept experts représentatifs des principales activités professionnelles du secteur de la santé mentale et des relations humaines (conseiller d'orientation, ergothérapeute, infirmière, médecin-psychiatre, psychoéducateur, psychologue et travailleur social). Ce sont jointes au groupe, une représentante du ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'une personne désignée par l'Office des professions.

La première réunion du groupe s'est tenue le 27 février 2004 et des séances de travail ont été tenues à raison d'une à deux réunions par mois. Globalement, les travaux du groupe d'experts visaient à proposer :

- des champs d'exercice professionnel mis à jour;
- une liste d'activités pouvant être réservées principalement pour les conseillers d'orientation et les psychoéducateurs, les psychologues et les travailleurs sociaux.

De plus, des solutions étaient attendues concernant les groupes d'intervenants non membres d'un ordre professionnel, tel que les sexologues et les criminologues. Des solutions étaient aussi attendues à l'égard de l'encadrement de la psychothérapie.

Le principal enjeu était de rallier les ordres professionnels autour de ce qui constitue l'essence de leur profession en fonction de la protection du public. Puis de convaincre les partenaires de la nécessité de réserver certaines activités, compte tenu du risque de préjudice qu'elles représentent. À terme, ces activités devront être réalisées par des intervenants membres d'un ordre professionnel, afin d'offrir les garanties de compétence et d'imputabilité du système professionnel.

Le rapport des experts a été déposé à l'automne 2005. Le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a été saisi des recommandations contenues au rapport et a demandé à l'Office de procéder à une consultation auprès des ordres concernés, du Conseil interprofessionnel du Québec et de partenaires gouvernementaux dont le ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'auprès de certains regroupements d'établissements du réseau de la santé.

Les commentaires recueillis lors de cette consultation ont été généralement favorables ouvrant ainsi la voie à la préparation d'un projet législatif. Parallèlement, l'Office a poursuivi ses discussions avec ses partenaires gouvernementaux afin de bien cerner les impacts de certaines des propositions à l'égard des champs d'exercice professionnel et des activités devant être réservées.

Un projet de loi a donc pu être soumis au ministre responsable de l'application des lois professionnelles. Le Projet de loi no<sup>o</sup> 50 – Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a été présenté à l'Assemblée nationale le 13 novembre 2007.

En mars 2008, les membres de la Commission des institutions ont entendu plus d'une vingtaine de groupes intéressés par le projet de loi dont les représentations des ordres professionnels concernés, des associations d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux, des regroupements de techniciens et d'enseignants du réseau collégial ainsi que des syndicats. Par la suite, l'étude détaillée du Projet de loi fut reportée afin de permettre à l'Office de tenir des séances d'information auprès de ses partenaires et des groupes intéressés à l'égard de certaines mesures proposées. Toutefois, les travaux de la 38<sup>e</sup> législature ont pris fin le 5 novembre 2008.

À la demande de la ministre de la Justice, un nouveau projet de loi reprenant pour l'essentiel les dispositions contenues au P.L. no 50 lui a été soumis. Le Projet de loi no 21 - Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a été présenté à l'Assemblée nationale le 24 mars 2009.



Notons finalement que ce Projet de loi prévoit également l'encadrement de la pratique de la psychothérapie. Il propose notamment une définition de la psychothérapie, une réserve de la pratique et du titre de psychothérapeute aux médecins, aux psychologues et aux membres des ordres professionnels dont les membres peuvent être titulaires du permis de psychothérapeute. Ces propositions législatives sont le résultat de travaux d'envergure menés par l'Office depuis plusieurs années.

## □ Volet Secteur privé

Le deuxième rapport du Groupe de travail ministériel, rendu public en juin 2002, portait également sur les champs d'exercice des professionnels œuvrant dans le secteur privé. Ces professions sont les dentistes, les hygiénistes dentaires, les denturologistes, les techniciens dentaires, les optométristes, les opticiens d'ordonnances, les acupuncteurs, les audioprothésistes, les chiropraticiens et les podiatres.

La consultation menée par l'Office sur la base des recommandations de ce rapport a mis en lumière de nombreuses zones de divergences quant aux changements à apporter aux champs d'exercice de ces professionnels. En outre, les problématiques apparaissent très variées et ne trouvaient pas nécessairement leur solution dans une redéfinition du champ d'exercice. Pour certaines professions, les recommandations du Groupe de travail invitaient davantage à une actualisation du champ plutôt qu'à une redéfinition complète.

À la différence des ordres visés par le Projet de loi no 90, ceux qui œuvrent dans le secteur privé ne constituent pas un groupe homogène, partageant à la fois des clientèles et un lieu de travail communs. De plus, les difficultés vécues par chacune de ces professions ne sont pas de même nature. Dans le secteur privé et dans un contexte de libre entreprise, la modernisation peut être pertinente dans certains cas, mais ne revêt pas le même caractère d'urgence. Les changements aux champs d'exercice ont un effet potentiel sur le « marché » de ces professions dont la majorité (8/10) dispose d'une exclusivité de pratique, partagée ou non.

Soulignons également que dans certains cas (optométristes, techniciens dentaires, podiatres) des modifications législatives récentes avaient été apportées et que dans d'autres cas (acupuncteurs, sages-femmes) leur loi constitutive était en vigueur depuis peu.

Dans ce contexte, l'Office a envisagé de proposer des orientations fondées sur une identification des problèmes spécifiques à chaque domaine.

Dans le domaine de la dentisterie, les enjeux portent entre autre sur une plus grande reconnaissance du rôle et de l'autonomie des hygiénistes dentaires et sur l'accroissement de l'intervention des denturologistes dans différents domaines dont celui de la prothèse implantoportée.

Ainsi dans une première étape, l'Office a proposé à l'Ordre des dentistes et à l'Ordre des hygiénistes dentaires, en février 2007, d'identifier les problématiques et les enjeux liés à la pratique en cabinet dentaire privé et en santé dentaire publique et d'entreprendre, avec lui, des travaux en vue de suggérer des solutions à mettre en place. Il a été aussi convenu que les discussions devaient porter sur la problématique des assistantes dentaires. Les deux Ordres ont répondu favorablement à cette proposition et la première rencontre s'est tenu en mai 2007. Les travaux se sont poursuivis en 2008-2009.

Dans le domaine des soins et des services oculo-visuels (les optométristes et les opticiens d'ordonnances), parmi les enjeux mis en exergue, l'enjeu concernant la contribution du personnel d'assistance non professionnel aux activités réservées à la vente, à la pose et à l'ajustement des lentilles ophtalmiques dans les cabinets d'optométristes est ressorti. Il s'agit de dégager les solutions satisfaisantes pour les deux Ordres et d'identifier les moyens pour les mettre en œuvre, et ce dans le respect des activités réservées aux opticiens d'ordonnances.

En 2008, l'Office a offert à l'Ordre des optométristes et à l'Ordre des opticiens de les accompagner dans leur démarche afin de mieux cerner l'interdisciplinarité dans le domaine des soins et des services oculo-visuels ainsi que les enjeux liés l'industrie de l'optique. La complexité des enjeux en présence marque la progression des travaux. Toutefois, l'objectif de rechercher des solutions durables est partagé par les deux Ordres concernés.

En podiatrie, l'enjeu principal est la capacité pour le podiatre de prescrire des analyses de laboratoire afin de compléter la plus récente révision de la liste des médicaments qu'il peut utiliser, administrer ou prescrire.

En chiropratique, les enjeux principaux ont trait à l'étendue du champ de pratique, notamment à l'égard de la capacité de prescrire des analyses de laboratoire et d'établir un diagnostic. La divergence entre les demandes de l'Ordre et les recommandations du Groupe de travail implique un examen attentif et une recherche de solution qui ne peuvent se faire rapidement.

Quant aux acupuncteurs et aux audioprothésistes, aucune modification à leur champ d'exercice professionnel n'est souhaitée par ceux-ci, ni n'apparaît nécessaire.

**P.98 ÉTAT DE SITUATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI 90, LOI MODIFIANT LE CODE DES PROFESSIONS ET D'AUTRES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ, ET INDIQUER:**

- a) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 37.1 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR;**
- b) ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR L'ARTICLE 12 DE LA LOI QUI DOIT ENTRER EN VIGUEUR À UNE DATE QUI RESTE À DÉTERMINER, INDIQUER L'ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR SA MISE EN VIGUEUR.**

Les dispositions du Projet de loi 90 sont entrées en vigueur aux dates prévues au décret gouvernemental 1465-2002 du 11 décembre 2002, soit le 30 janvier 2003 et le 1<sup>er</sup> juin 2003 à l'exception de l'article 37.1, sous-paragraphe i) du paragraphe 3<sup>o</sup> du Code des professions et de l'article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8).

**a)** En ce qui concerne le sous-paragraphe i) du paragraphe 3<sup>o</sup> de l'article 37.1 du Code des professions, il s'agit de la réserve de l'activité suivante : « *procéder à des manipulations vertébrales et articulaires, lorsqu'une attestation de formation lui est délivrée par l'Ordre dans le cadre d'un règlement pris en application du paragraphe o) de l'article 94* ». L'entrée en vigueur de cette disposition est conditionnelle à l'adoption d'un règlement par l'Ordre de la physiothérapie précisant les conditions, notamment celle relative à la formation requise, que devront respecter les membres de l'Ordre qui désireront exercer cette activité. Notons à cet égard, que les travaux en cours du comité d'experts chargé de conseiller l'Office concernant l'encadrement de la pratique de l'ostéopathie au Québec, comité composé entre autres de physiothérapeutes, seraient de nature à influencer la préparation de ce règlement.

Rappelons que le Groupe de travail ministériel sur les professions de la santé et des relations humaines, sous la présidence de Dr Rock Bernier, a examiné attentivement la question des manipulations vertébrales et articulaires, notamment en prenant connaissance du jugement rendu par la Cour d'appel du Québec dans l'Affaire *Thomas c. ordre des chiropraticiens du Québec* [2000] R.J. Q. 625, qui a reconnu que les physiothérapeutes peuvent pratiquer des manipulations vertébrales afin d'obtenir le rendement fonctionnel maximum d'une personne. Pour le Groupe de travail, il s'agit d'une activité qui présente un risque de préjudice sérieux et donc qui doit être réservée.

**b)** En ce qui concerne l'article 12 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., c. I-8), un mandat a été confié à l'Office des professions du Québec par le gouvernement à l'égard de la contribution des infirmières et infirmiers auxiliaires à la thérapie intraveineuse. Un comité d'experts a été mis en place pour examiner cette question. Celui-ci a remis son rapport et le ministre responsable de l'application des lois professionnelles a demandé aux deux ordres professionnels concernés de mettre en œuvre les recommandations contenues au rapport, avec l'appui de l'Office.

L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec a ainsi adopté le Règlement sur certaines activités professionnelles pouvant être exercées par une infirmière ou un infirmier auxiliaire qui permet à l'infirmière ou l'infirmier auxiliaire de contribuer à la thérapie intraveineuse. Ce Règlement est entré en vigueur en mai 2008.

En terminant, soulignons que l'Office a soutenu les deux ordres professionnels concernés tout au long de la préparation du Règlement.